

Nov 2015
N°39

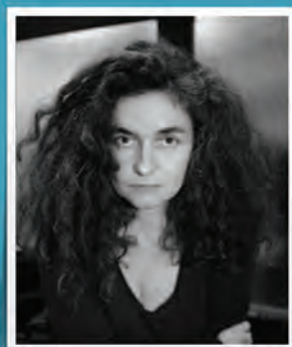
COLLECTION

Les études du Crif

FN : UNE DUPERIE POLITIQUE

Valérie Igounet

*Historienne, docteure en histoire (IEP Paris),
chercheuse associée à L'Institut d'Histoire
du Temps Présent (IHTP- CNRS)*



Stéphane wahnich

*Professeur associé à l'Université
Paris Est Créteil (UPEC) en communication
politique et publique*



Crif

**FN :
Une duperie
politique**

Pierre-André Taguieff

Néo-pacifisme, nouvelle judéophobie
et mythe du complot
N°1 > Juillet 2003 • 36 pages

Marc Knobel

La capjpo : une association
pro-palestinienne très engagée ?
N° 2 > Septembre 2003 • 36 pages

Père Patrick Desbois et Levana Frenk

Opération 1005. Des techniques
et des hommes au service de l'effacement
des traces de la Shoah
N° 3 > Décembre 2003 • 44 pages

Joël Kotek

La Belgique et ses juifs : de l'antijudaïsme
comme code culturel à l'antisionisme
comme religion civique
N° 4 > Juin 2004 • 44 pages

Jean-Yves Camus

Le Front national :
état des forces en perspective
N° 5 > Novembre 2004 • 36 pages

Georges Bensoussan

Sionismes : Passions d'Europe
N° 6 > Décembre 2004 • 40 pages

Monseigneur Jean-Marie Lustiger

Monseigneur Jean-Pierre Ricard
Monseigneur Philippe Barbarin
L'Église et l'antisémitisme
N° 7 > Décembre 2004 • 24 pages

Ilan Greilsammer

Les négociations de paix
israélo-palestiniennes : de Camp David
au retrait de Gaza
N° 8 > Mai 2005 • 44 pages

Didier Lapeyronnie

La demande d'antisémitisme :
antisémitisme, racisme et exclusion
sociale
N° 9 > Septembre 2005 • 44 pages

Gilles Bernheim

Des mots sur l'innommable...
Réflexions sur la Shoah
N°10 > Mars 2006 • 36 pages

André Grjebine et Florence Taubmann

Les fondements religieux et symboliques
de l'antisémitisme
N°11 > Mars 2007 • 36 pages

Iannis Roder

L'école, témoin de toutes les fractures
N°12 > Novembre 2006 • 44 pages

Laurent Duguet

La haine raciste et antisémite tisse sa
toile en toute quiétude sur le Net
N°13 > Novembre 2007 • 32 pages

**Dov Maimon, Franck Bonneteau
& Dina Lahlou**

Les détours du rapprochement
Judéo-Arabe et Judéo-Musulman
à travers le Monde
N°14 > Mai 2008 • 52 pages

Raphaël Draï

Les Avenirs du Peuple Juif
N°15 > Mars 2009 • 44 pages

Gaston Kelman

Juifs et Noirs dans l'histoire récente
Convergences et dissonances
N°16 > Mai 2009 • 40 pages

Jean-Philippe Moinet

Interculturalité et Citoyenneté :
ambiguïtés et devoirs d'initiatives
N°17 > Février 2010 • 28 pages

Françoise S. Ouzan

Manifestations et mutations du sentiment
Anti-juif aux États-Unis :
Entre mythes et représentations
N°18 > Décembre 2010 • 60 pages

Michaël Ghnassia

Le Boycott d'Israël : Que dit le droit ?
N°19 > Janvier 2011 • 32 pages

Pierre-André Taguieff

Aux origines du slogan « Sionistes,
assassins ! » Le mythe du « meurtre rituel »
et le stéréotype du Juif sanguinaire
N°20 > Mars 2011 • 66 pages

Dr Richard Rossin

Soudan, Darfour ; les scandales...
N°21 > Novembre 2011 • 32 pages

Gérard Fellous

ONU, la diplomatie multilatérale :
entre gesticulation et compromis feutrés...
N°22 > Janvier 2012 • 52 pages

Michaël de Saint-Cheron

Les écrivains français du XX^e siècle
et le destin juif...
N°23 > Juin 2012 • 56 pages

Eric Keslassy et Yonathan Arfi

Un regard juif
sur la discrimination positive
N°24 > mai 2013 • 64 pages

Michel Goldberg

& Georges-Elia Sarfati
Une pièce de théâtre antisémite
à la Rochelle
N°25 > octobre 2013 • 60 pages

Mireille Hadas-Lebel

Le Peuple Juif et l'Etat d'Israël
ont-ils été inventés ?
N°26 > novembre 2013 • 16 pages

Georges-Elia Sarfati

Lorsque l'Union Européenne nous éclaire
sur sa « face sombre » :
quelques enjeux du projet de Loi-cadre
contre la circoncision assimilée à
une mutilation sexuelle.
N°27 > décembre 2013 • 40 pages

70 ans du Crif

1944-2014 : Recueil de textes
Hors-série >
janvier 2014 • 116 pages

Gérard Fellous

La Laïcité française :
l'attachement du judaïsme
N°28 > mars 2014 • 40 pages

Nathalie Szerman

Le Printemps arabe à l'épreuve
de l'antisémitisme : y a-t-il un avant
et un après ?
N°29 > mai 2014 • 36 pages

Jacques Tarnéro

Antisémitisme / Antisionisme
Mots, masques, sens, stratégie, acteurs,
histoire
N°30 > juin 2014 • 48 pages

Sandrine Szwarc

Intellectuels juifs et chrétiens en
dialogue
N°31 > octobre 2014 • 32 pages

Gérard Fellous

L'État Islamique (DAECH),
cancer d'un monde arabo-musulman
en recomposition
N°32 > novembre 2014 • 52
pages

Michaël de Saint-Cheron

Le Messianisme comme réponse à
l'antisémitisme
N°33 > décembre 2014 • 40 pages

Valérie Igounet

Le négationnisme : histoire d'une
idéologie antisémite (1945 - 2014)
N° 34 > février 2015 • 32 pages

Maxime Perez

L'opération « Bordure protectrice » à
Gaza :
Journal d'une guerre de 100 jours
N° 35 > mai 2015 • 44 pages

Anne Quinchon-Caudal

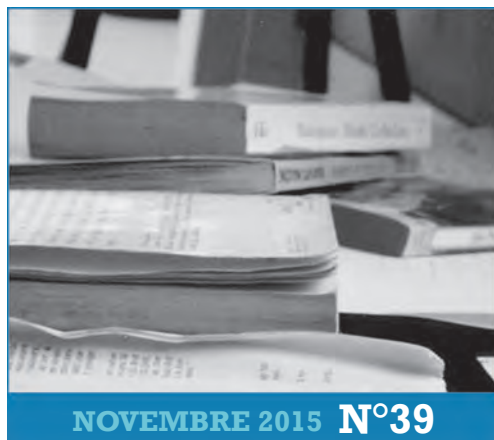
Vers une Internationale blonde
Le racisme supra-national en Europe et
aux États-Unis dans la première moitié
du XX^e siècle
N° 36 > juillet 2015 • 40 pages

Pierre-André Taguieff

La vague complotiste contemporaine :
un défi majeur
N° 37 > septembre 2015 • 40 pages

Johann Chapoutot

Le « Droit » nazi, une arme contre
les Juifs
N° 38 > octobre 2015 • 52 pages



FN : UNE DUPERIE POLITIQUE

UNE ÉTUDE DE

VALÉRIE IGOUNET

*Historienne, docteure en histoire (IEP Paris),
chercheuse associée à L'Institut d'Histoire du Temps Présent (IHTP- CNRS)
Spécialiste de l'histoire de l'extrême droite et du négationnisme*

STÉPHANE WAHNICH

*Directeur d'un Institut d'études sociologique et professeur associé
à l'Université Paris Est Créteil (UPEC) en communication politique et publique*

Crif

**Les textes publiés dans la collection des *Etudes du Crif*
n'engagent pas la responsabilité du CRIF.**

La rédaction n'est pas responsable des documents adressés.

BIOGRAPHIES



Valérie Igounet

Historienne, docteure en histoire (IEP Paris), chercheuse associée à L'Institut d'Histoire du Temps Présent (IHTP- CNRS), Valérie Igounet est spécialiste de l'histoire de l'extrême droite et du négationnisme.

Elle est l'auteure d'*Histoire du négationnisme en France* (Seuil, 2000), de Robert Faurisson. *Portrait d'un négationniste* (Denoël, 2012) et de *Le Front national de 1972 à nos jours. Le parti, les hommes, les idées* (Seuil, 2014). Elle anime le blog « Derrière le Front. Histoires, analyses et décodages du Front national » sur le site de France TV info.

Elle a écrit avec Michaël Prazan (réalisateur) le documentaire *Les Faussaires de l'histoire* (Talweg Production) diffusé sur France 5 le 28 septembre 2014.

Directeur d'un institut d'étude sociologique et Professeur associé à l'Université Paris Est Créteil (UPEC) en communication politique et publique, Stéphane Wahnich est un spécialiste de la communication politique et a plus particulièrement étudié le discours du Front National.

Il est notamment co-auteur des livres « *Marine Le Pen prise aux mots, décryptage du nouveau discours frontiste* » (Seuil, 2015) et de « *Le Pen, les mots, analyse d'un discours d'extrême droite* » (Le Monde édition, 1997).



Stéphane Wahnich

SOMMAIRE

INTRODUCTION

de 04 à 05

1^{ère} PARTIE

L'HISTOIRE DU FRONT NATIONAL

CHAPITRE 1 /

LE FN ENTRE ÉMERGENCE,
ASCENSION ET CHUTE (1972-1987)

de 08 à 10

CHAPITRE 2 /

LE FN À LA CONQUÊTE DU POUVOIR
(1988-1997)

de 11 à 12

CHAPITRE 3 /

LA TRAVERSÉE DU DÉSERT
(1998-2011)

de 13 à 15

CHAPITRE 4 /

LE FN ISSU DU CONGRÈS
DE TOURS (2011-2015)

de 16 à 17

2^{ème} PARTIE

UN NOUVEAU FRONT NATIONAL ?

CHAPITRE 5 /

LES MARQUEURS DU FN MARINISTE

de 20 à 22

CHAPITRE 6 /

FN ET ANTISÉMITISME :
UNE NOUVELLE HISTOIRE ?

de 23 à 24

CHAPITRE 7 /

FN « DÉDIABOLISÉ »
= EXIT JEAN-MARIE LE PEN

de 25 à 27

3^{ème} PARTIE

LES DONNÉES ÉLECTORALES

CHAPITRE 8 /

LES DONNÉES ÉLECTORALES

de 30 à 31

CHAPITRE 9 /

LE SUCCÈS ÉLECTORAL
DE MARINE LE PEN

de 32 à 35

CHAPITRE 10 /

LES LOGIQUES DU VOTE FN

de 36 à 49

CONCLUSION

de 50 à 51

INTRODUCTION

Les 19-20 septembre 1987 : 200 000 personnes assistent à la septième fête des Bleu-Blanc-Rouge du Front National. Bruno Mégret proclame que la Seconde Guerre mondiale n'a pas à être un « thème de campagne ». Jean-Marie Le Pen, lui, considère la polémique consécutive au « détail » comme un « succès ». « Chaque attaque nous renforce. Notre marche est invincible », conclut-il.

Un peu moins de trois décennies plus tard, l'ancien président du FN (alors exclu de son parti) revient, une nouvelle fois, sur deux aspects inhérents à l'histoire du mouvement : « l'attitude à l'égard de la Seconde Guerre mondiale » et la « dédiabolisation [...], un leurre¹ ».

Jusqu'à ces derniers mois, deux stratégies opposées ont nourri l'histoire du Front National : dédiabolisation contre diabolisation. Bruno Mégret est l'initiateur de la première. Dès sa prise de fonction à la fin des années 1980, le délégué général du FN affiche son objectif : se normaliser, se crédibiliser et passer par l'opposition avant de prendre le pouvoir. Depuis le début des années 2000, et

plus encore depuis son accession à la présidence du FN début 2011, Marine Le Pen use de la stratégie mégrétiste ; c'est l'une des raisons qui explique qu'elle ait rompu officiellement avec le lepénisme sur certains points, notamment l'anti-sémitisme. Car la dédiabolisation du FN ne pouvait être mise en œuvre que si certaines thématiques, comme l'anti-sémitisme et le négationnisme, étaient reniées et/ou abandonnées.

Aujourd'hui, le FN poursuit sa stratégie de dédiabolisation tout en revendiquant sa normalité dans l'espace public et politique français. Il s'affiche comme un nouveau parti. Cependant, et même si Marine Le Pen ne formalise, des thématiques, des marqueurs, des points programmatiques et certains de ses actes et paroles trouvent une résonance indéniable dans l'histoire paternelle. Pour preuve, depuis quelques semaines, et encore davantage avec la crise des réfugiés, elle radicalise son discours, inscrivant ses propos dans la tradition sémantique de l'extrême droite traditionnelle.

Le duel actuel entre le père et la fille ne montre-t-il pas la volonté de Marine

1. *Journal du Dimanche*, 9 août 2015.

Le Pen de mettre à mal quatre décennies d'histoire frontiste ? Le FN mariniste est-il un simple ripolinage tactique et communicationnel ou sommes-nous en présence d'un trait définitif tiré sur le lepénisme ? En d'autres termes, le FN

des années 2010 a-t-il réellement changé ou s'inscrit-il dans la continuité du FN présidé par Jean-Marie Le Pen ? Son histoire, l'étude de son discours et de ses données électorales donnent une réponse sans appel.

PREMIÈRE PARTIE

L'histoire du front national

CHAPITRE

LE FN ENTRE ÉMERGENCE, ASCENSION ET CHUTE (1972-1987)

Né de la fusion avec le groupuscule néo fasciste Ordre nouveau (ON), le Front National pour l'unité française (FNUF) voit le jour le 5 octobre 1972 à Paris. L'objet affiché du parti est de « promouvoir et d'organiser la participation de ses membres à la vie politique sous toutes ses formes ». Il s'inscrit, surtout, dans le regroupement des forces de « l'opposition nationale », en prévision des élections législatives de 1973.

LA NAISSANCE D'UN PARTI D'EXTRÊME DROITE FÉDÉRATEUR ET TRANSGÉNÉRATIONNEL

Dès son apparition, le FN se revendique de la droite « nationale, populaire et sociale » et réfute le qualificatif d'extrême droite, trop connoté pour avoir une probabilité de s'installer dans le paysage politique français. Plusieurs de ses traits caractéristiques fondamentaux s'opposent à ce positionnement :

- **Ses représentants** : entre autres les « vaincus » de l'histoire récente, notamment les anciens collaborateurs et partisans de l'Algérie française. Ils

trouvent pleinement leur place au sein du parti de Jean-Marie Le Pen. L'un des plus représentatifs est certainement Emmanuel Allot, plus connu sous le nom de François Brigneau, ancien milicien, cofondateur du FN et son vice-président de 1972 à 1973. Moins connu est l'éphémère secrétaire général (juin 1980 - juin 1981) Pierre Gérard, ancien collaborateur de Louis Darquier de Pellepoix, délégué général – pour l'Alsace-Lorraine et la Franche-Comté – du Rassemblement antijuif, directeur adjoint de l'Aryanisation économique en 1942, avant de devenir le cerveau de l'Union française pour la défense de la race d'une part, et de la Propagande du Commissariat général aux questions juives de l'autre.

- **Son origine** : le groupuscule néofasciste Ordre nouveau.
- **Sa composition** : d'anciens collaborateurs et partisans de l'Algérie française mais aussi des hommes et femmes des groupuscules radicaux, notamment les nationalistes révolutionnaires portés par François Duprat, les nationalistes européens de *Militant* de Pierre Pauty, ou encore les solidaristes de Jean-Pierre Stirbois.

- **Son affiliation au fascisme italien :** le logo du FN. Cette flamme bleu-blanc-rouge, plantée sur un socle rouge, où les lettres FN se détachent en lettres blanches, prend son inspiration dans la flamme du parti fasciste italien, le MSI (*Movimento sociale italiano*, Mouvement social italien).
- **Ses marqueurs :** la lutte contre le communisme, contre l'avortement et l'immigration, qui réactivent un discours radical et raciste. Le négationnisme, importé au sein du parti par François Duprat, fait également partie de l'ADN du Front National.
- **Le thème de l'« identité nationale » qui fédère l'édifice lepéniste :** « Être Français, ça se mérite », affirme-t-on très tôt au sein du parti. Le nationalisme version FN recouvre un discours d'exclusion et xénophobe. Il repose sur l'idée d'une primauté qui s'incarne dans la défense des valeurs et des intérêts nationaux. Comme tout parti nationaliste, le FN considère son pays comme supérieur aux autres. Sa thématique centrale (la « préférence nationale ») s'accroche à celle de la « lutte contre l'immigration ». Dire « Halte à l'immigration sauvage », stopper l'« invasion de la France par les indésirables » : les premiers slogans du FN et les suivants opèrent un parallèle entre la sécurité et l'intégration, l'insécurité et la lutte contre l'immigration.

AU BOUT D'UNE PETITE DÉCENNIE D'EXISTENCE, QUE PEUT-ON DIRE DU FN ?

Le parti apparaît plutôt comme un parti artisanal, inexpérimenté et mal en point sur des domaines clés : le nombre d'adhérents (moins de 500), sa représentation politique, des résultats quasi nuls sur le plan électoral, des finances au plus bas et une première scission avec Ordre nouveau en 1973. Mais le FN possède également quelques atouts : des cadres politiques motivés, un président – un véritable tribun – et la nouvelle image qu'il est en train de se construire à la fin des années 1970, celle d'une formation politique débarrassée de ses courants ultra-radicaux.

SES PREMIERS SUCCÈS ÉLECTORAUX

Au début des années quatre-vingts, le FN recueille ses premiers résultats électoraux significatifs sur le thème de l'immigration, associé à celui de l'insécurité. Cette double thématique (notamment présente au cœur de la campagne des municipales partielles de Dreux, en septembre 1983) permet, au second tour, l'élection de Jean-Pierre Stirbois comme adjoint au maire de cette ville moyenne, la liste FN ayant fusionné avec celle de la droite et des non-inscrits.

Les européennes de juin 1984 (qui donne une dizaine de députés au parti) signifient la première victoire politique nationale,

accompagnée d'une rentrée d'argent importante. Les cantonales de mars 1985 et les législatives, un an plus tard, confirment la dynamique enclenchée. Ceci en soulignant une stratégie pérenne du Front National : son émergence politique ne se produit pas sous le sigle du parti. Aux élections européennes, c'est sous l'intitulé de « Front d'opposition nationale pour l'Europe des patries » que Jean-Marie Le Pen conduit la liste. Deux ans plus tard, dans le cadre des législatives, les trente-cinq députés sont élus sous le label « Rassemblement national ». L'objectif visé est transparent : attirer une autre clientèle politique que celle de l'extrême droite traditionnelle.

LA CHUTE DE LA MAISON LE PEN

À partir du milieu des années 1980, Jean-Marie Le Pen met en œuvre, poursuit et accentue l'une de ses stratégies. Elle se fonde sur un double registre, politique et provocateur, et débute véritablement en février 1983, lors de l'émission *L'Heure de vérité* à l'occasion de laquelle le leader du FN demande une minute de silence « en mémoire des millions de

morts du goulag et de la répression stalinienne ». Elle atteint un de ses points culminants le 13 septembre 1987, au *Grand Jury RTL-Le Monde*. Le président du FN parle des chambres à gaz comme d'un « point de détail de l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale ». Il poursuit en demandant si « c'est la vérité révélée à laquelle tout le monde doit croire », si « c'est une obligation morale ? », et conclut par ces mots : « Des historiens débattent de ces questions » – les « historiens » en question étant les négationnistes.

Jean-Marie Le Pen donne un coup d'arrêt violent à l'ascension de son parti. À partir de ce moment, ses provocations langagières perdurent (notamment « Durafour Crématoire », « internationale juive », « inégalité des races », etc.). Leur registre sémantique se concentre, la plupart du temps, sur la période de la Seconde Guerre mondiale. Quelques mois après le « détail », Jean-Marie Le Pen obtient 14,38 % des suffrages au premier tour de l'élection présidentielle (24 avril 1988). Avec la mort accidentelle de son secrétaire général Jean-Pierre Stirbois, début novembre 1988, la seconde période du FN se clôt définitivement.

CHAPITRE

2

**LE FN À LA CONQUÊTE
DU POUVOIR (1988-1997)**

La progression électorale du FN se confirme la décennie suivante. À Saint-Gilles (Gard), au printemps 1989, Charles de Chambrun devient le premier maire FN élu dans une ville de plus de dix-mille habitants. En juin, la liste Europe et Patrie, conduite par Jean-Marie Le Pen, obtient 11,73 % des voix. Pendant l'été se constitue, au sein du Parlement européen, le Groupe des droites européennes (GDE) qui rassemble dix députés FN, six des Republikeners hollandais et un du Vlaams Blok belge.

**LE FN S'IMPOSE
DANS LE PAYSAGE
POLITIQUE FRANÇAIS...**

À partir de 1989, l'histoire du parti d'extrême droite s'inscrit dans une nouvelle phase : celle de s'imposer comme la troisième force du paysage politique français. Avec le secrétaire général Carl Lang, Bruno Mégret, délégué général du FN, s'entoure d'une équipe qui renouvelle et modernise le FN. Études, propagande, formation... Dans plusieurs domaines clés pour un parti politique, le FN affiche son objectif : faire jeu égal avec ses adversaires et capitaliser 30 % de l'électorat français.

La solution : élargir son électorat. Comment ? En changeant l'image du parti avec la mise en place d'un substrat intellectuel et socio-professionnel. La création du Conseil scientifique, de l'Institut de formation nationale et de l'Atelier de propagande constitue une première étape. Les « missions » de ces trois structures frontistes s'inscrivent dans le renouvellement de la production des idées, de la formation politique et pratique des militants et des cadres et, pour ce qui concerne le domaine de la propagande, dans une nouvelle approche graphique et sémantique. C'est le début de la « dédramatisation » du FN.

**... TOUT EN PRÉSERVANT
SES FONDAMENTAUX**

Malgré ces objectifs affichés, le FN préserve et inscrit ses marqueurs idéologiques dans son patrimoine et programme politiques. Mi-novembre 1991, à Marseille, dans le cadre du second colloque de la campagne des régionales en PACA, Bruno Mégret propose une « contribution au règlement du problème de l'immigration ». Il présente cinquante mesures concrètes de ce qui pourrait être une « politique de l'immigration efficace et humaine ». Le FN, dit-il, « pose certes

les bonnes questions, soulève aussi les vrais problèmes, mais aussi [...] offre des solutions réalistes, humaines mais déterminées, afin de répondre aux angoisses qui tenaillent notre peuple en cette fin de siècle ». Parmi les propositions les plus emblématiques, la troisième réclame l'abrogation des lois « liberticides » qui « frappent d'interdit tout ce qui fait référence à la nationalité française », une allusion très nette à la défense du négationnisme, le premier but de cette proposition étant de restituer la liberté d'opinion, de recherche et d'expression afin de pouvoir rendre licite ce discours antisémite. La huitième proposition, « Rétablir le *Jus sanguinis* », prône le droit du sang selon lequel est français à la naissance toute personne née de parents français.

LA DYNAMIQUE ÉLECTORALE FN

Avec 14,94 % des voix, le FN réalise son

meilleur score à la présidentielle de 1995. Quelques mois plus tôt, il a remporté trois mairies : Toulon, Orange et Marignane. Environ 1350 conseillers municipaux ont été élus. Deux ans plus tard, Catherine Mégret devient maire de Vitrolles, son mari étant inéligible. L'histoire des premières municipalités frontistes montre l'échec de la mise en œuvre de la politique de celles qui doivent être considérées comme des « vitrines » du FN.

À partir de 1995, le vote frontiste s'ouvre à d'autres catégories de population. Le mouvement de Jean-Marie Le Pen ne va pas tarder à s'afficher (à tort) comme le « premier parti ouvrier de France ». À l'occasion du congrès de Strasbourg, fin mars 1997, le FN se dote d'un programme à prétention « sociale ». Des mesures toujours guidées par le principe de « préférence nationale », le FN préconisant, par exemple, de taxer les entreprises employant des étrangers.

CHAPITRE

3

**LA TRAVERSÉE DU DÉSERT
(1998-2011)**

Pendant les années 1990, nombre de cadres et d'idéologues du FN considèrent Jean-Marie Le Pen comme un handicap pour l'avenir de leur formation politique. Le parti stagne à 15 %. En interne, la gestion des villes FN a mis au jour un autre aspect : la conception particulière du pouvoir de Jean-Marie Le Pen. Parce qu'il craint la montée en puissance de ses notables locaux aux dépens de sa propre personne, le président du FN contrecarre leurs actions. Enfin, ses attitudes provocatrices, tant verbales que politiques, sont considérées comme un obstacle pour l'avenir du Front National.

LA SECONDE SCISSION

Bruno Mégret est le premier à franchir le pas. Depuis son entrée dans le parti au milieu des années 1980, l'homme a confirmé ses talents d'organisateur et d'idéologue. Le numéro deux du FN s'est imposé avec une idée phare, la « dédramatisation », dans la perspective, notamment, d'une alliance avec la droite républicaine. À la fin des années 1990, le délégué général entend s'affranchir de l'héritage lepéniste et de son représentant. Au sein du parti d'extrême droite, il incarne la modernisation. Symbole d'une rupture, Bruno Mégret est per-

suadé qu'il peut prendre la direction du FN. De nombreux cadres le suivent dans sa démarche.

En janvier 1999, le congrès de Marnage donne naissance au Front National-Mouvement national. La scission intervient à un moment clé de l'histoire du FN : le parti d'extrême droite est à son apogée. Il compte environ quarante-deux mille adhérents et se trouve à quelques mois des élections européennes de juin 1999. La scission se révèle catastrophique. Fin 1999, le FN a perdu plus de la moitié de ses conseillers régionaux, cinq cents conseillers municipaux (sur mille deux cent cinquante), deux maires sur quatre, trois conseillers généraux sur huit, trois députés européens sur douze et environ 40 % de ses adhérents, exclus suite à leur adhésion au parti mégretiste.

Début 2000, le FN est au plus bas. Les cadres et dirigeants restés fidèles à Jean-Marie Le Pen affichent un objectif : reconstruire le parti... qui ne va pas tarder à revenir sur le devant de la scène politique.

**2002 : UN RENDEZ-VOUS
AVEC L'HISTOIRE**

La présidentielle de 2002 marque un

tournant majeur dans l'histoire du Front National. Si l'accession au second tour de Jean-Marie Le Pen résulte de plusieurs facteurs – notamment la multiplicité des candidatures de gauche –, elle souligne des points essentiels pour l'avenir politique du Front National. En premier lieu, c'est un moment fédérateur au sein du parti, impulsé notamment par l'ampleur des manifestations anti-Le Pen. Ceux du FN entendent rompre avec la représentation politique du parti : celle d'un parti protestataire. Louis Aliot en rend compte : « L'entre-deux-tours de la présidentielle française restera dans l'histoire comme la négation de la démocratie et des règles élémentaires qui régissent une république authentique. Nous fûmes alors nombreux à souffrir d'un formidable sentiment d'injustice face à ce torrent de "conneries" déversé sur notre compte. D'où notre idée de réagir pour que le 21 avril ne soit pas sans lendemain². »

2002 est également déterminant pour l'implication de Marine Le Pen dans la vie du FN. La France découvre le visage et la voix de la troisième fille du président du Front National qui se rend sur les plateaux de télévision pendant l'entre-deux-tours. Rentrée au Front National juste avant la scission comme conseillère juridique, Marine Le Pen ne va pas tarder à s'imposer (avec l'aide et le soutien de son père) au sein du parti. Elle relance Générations Le Pen (GLP), une association au « service du désenclavement » du FN, ouverte aux adhésions et distincte du Front National.

« Modernisation » et « dédiablement » sont les deux mots clés de cette structure qui sert de liant entre les deux FN. Car l'accession de Jean-Marie Le Pen au second tour de la présidentielle fait également prendre conscience à nombre de cadres et de militants que leur parti pourrait arriver au pouvoir. Reste à lui en donner les moyens. L'année 2002 constitue donc le point de départ – pour les trentenaires du FN – d'une réflexion globale sur la gestion de l'héritage frontiste et la mise en place de l'après-Le Pen. C'est le début de l'histoire du FN mariniste.

2005-2011 : UNE PÉRIODE DE TURBULENCES

Un des clivages entre la génération du père et celle de la fille porte sur les enjeux de la récupération politique de la Seconde Guerre mondiale. Depuis la fin des années 1980, le président du FN a fait de cette thématique un de ses fonds de commerce ; une manière de réinstaller le logiciel antisémite et négationniste au sein de son parti.

Le 7 janvier 2005, l'hebdomadaire pétainiste *Rivarol* publie un entretien de Jean-Marie Le Pen dans lequel on peut lire qu'en « France du moins, l'Occupation allemande n'a pas été particulièrement inhumaine, même s'il y a eu des bavures, inévitables dans un pays de 550 000 kilomètres carrés ». Marine Le Pen désapprouve (pour la première fois publiquement) son père. Pour elle,

2. « Le billet de Louis Aliot », *National Hebdo*, 17-23 octobre 2002.

parler de la Seconde Guerre mondiale n'apporte rien au FN : « C'est contre-productif. On donne des armes à nos adversaires en agitant ces histoires. Ça n'a aucun intérêt³. » À partir de 2005, elle commence à se démarquer de son père sur certaines thématiques, incompatibles avec le FN qu'elle est en train de construire. Le négationnisme en fait partie.

Au premier tour de la présidentielle de 2007 (22 avril), Jean-Marie Le Pen réalise son plus mauvais résultat (10,44 % des voix) depuis l'émergence électorale du FN, au début des années 1980. C'est un échec, entre autres, pour Marine Le Pen, sa directrice de campagne. Celle de 2007 a suscité de nombreuses interrogations, de la part des lepénistes historiques, sur la « gestion » du capital historique frontiste. Le FN a mis en avant de nouveaux positionnements, notamment en faveur de l'assimilation des étrangers, incompatibles avec l'idéologie lepéniste.

Les législatives de juin s'inscrivent dans la même dynamique. Avec 4,29 % des suffrages, le FN n'obtient pas d'élus, mais il ne perçoit de surcroît aucune ren-

trée d'argent. Fin 2008-début 2009 se déroule, au sein du parti, ce qu'on peut qualifier de troisième scission. Les derniers lepénistes quittent le parti ne supportant plus l'emprise et l'empreinte de Marine Le Pen. Carl Lang, entré en 1978, pense que le

“ Trente-sept ans après son apparition, le FN est au plus bas ”

FN sans Jean-Marie Le Pen est une illusion : « L'après-Le Pen sera l'après-FN, il faudra créer une nouvelle structure politique⁴. » Joignant le geste à la parole, il devient, en février 2009, président du Parti de la France (PDF). Certains frontistes de la première heure le rejoignent peu à peu.

Trois élus aux européennes de juin 2009... Trente-sept ans après son apparition, le FN est au plus bas. À cette date, il compterait environ treize mille adhérents. En même temps, la route est libre pour Marine Le Pen et ses proches. D'autant que son résultat aux législatives de 2007 n'est pas passé inaperçu : 41,06 % des voix obtenues, au second tour, à Hénin-Beaumont. C'est pourtant un autre facteur qui permet à la fille du fondateur de poursuivre son ascension politique, confirmée par les régionales de mars 2010.

3. « Le Pen lâché par sa fille », *Le Nouvel Observateur*, 20-26 janvier 2005.

4. Entretien de Carl Lang avec Valérie Igounet, 12 septembre 2013.

CHAPITRE

4

LE FN ISSU DU CONGRÈS
DE TOURS (2011-2015)

Le 15 janvier 2011 s'ouvre le congrès de la succession. Marine Le Pen devient la seconde présidente du parti. Elle dit vouloir en assumer « tout l'héritage » et en prendre toute l'histoire. Son père est nommé président d'honneur et reste président de la Cotelec, la structure de financement.

**VERS UNE
NORMALISATION ?**

Quelques jours après sa prise de pouvoir, Marine Le Pen balaie un des fondamentaux lepénistes : « Tout le monde sait ce qui s'est passé dans les camps et dans quelles conditions. Ce qui s'y est passé est le summum de la barbarie. » Le FN entame la période post-Le Pen en s'affranchissant officiellement du négationnisme : une étape indispensable pour une éventuelle normalisation. En même temps, Marine Le Pen préserve des contacts avec l'extrême droite, notamment par le biais de certaines de ses fréquentations comme celle de son ami Frédéric Chatillon (mis en examen en janvier 2015 pour « faux et usage de faux », « escroquerie », « abus de bien social » et « blanchiment d'abus de bien social »). Ancien du Groupe Union Défense (GUD) et soutien officiel de la Syrie et du régime iranien, le gérant de

l'agence de communication Riwal (prestataire du FN) reste en relation avec des néofascistes et la mouvance négationniste de Dieudonné M'Bala M'Bala.

**DES INÉDITS
DANS L'HISTOIRE DU FN**

Pour sa première présidentielle (22 avril 2012), Marine Le Pen rassemble sur son nom 17,9 % des suffrages. Elle fait mieux que son père⁵. Les législatives qui suivent, les 10 et 17 juin, sont également une victoire pour elle et pour son parti. À Hénin-Beaumont, elle n'est battue par le candidat socialiste que d'une centaine de voix. Gilbert Collard est député RBM-FN et Marion Maréchal Le Pen députée FN.

Les premières municipales du FN de Marine Le Pen (23-30 mars 2014) soulignent, elles, plusieurs aspects :

- un décalage indéniable entre la base du mouvement et sa direction, notamment sur les thématiques du racisme et de l'antisémitisme, comme l'atteste la constitution de différentes listes ;
- l'opposition « officielle » du Front National affichée envers ses déviants ;

5. Voir la troisième partie : « L'hypothèque démocratique », p. 41.

- la mise en avant de quelques candidats aux profils qui rompent avec l'image traditionnelle de l'extrémiste. La présence d'un ancien membre de Lutte ouvrière puis du NPA (Nouveau Parti anticapitaliste) et de la CGT, Fabien Engelmann, est représentative de la « mue » affichée par le FN. C'est aussi le cas du ralliement de Valérie Laupies. Cette ancienne militante de gauche se présente à Tarascon (Bouches-du-Rhône), ville dans laquelle Marine Le Pen a obtenu près de 34 % des voix au premier tour de la présidentielle. Directrice d'école, élue au comité central et conseillère régionale FN en région PACA en 2010, Valérie Laupies est la conseillère Éducation de Marine Le Pen. Elle fait partie du collectif Racine, créé en octobre 2013, qui se définit comme un groupement d'enseignants « patriotes portant les valeurs républicaines ».

Élu au premier tour avec 50,54 % des voix, Steeve Briois, le nouveau maire d'Hénin-Beaumont, apparaît, lui, comme le symbole de la reconquête. Le septième secteur de Marseille (cent cinquante mille habitants) conquit par Stéphane Ravier et dix municipalités (dont sept dans le Var et le Vaucluse) s'ajoutent à la ville du nord : Beaucaire (Julien Sanchez), Camaret-sur-Aigues (Philippe de Beauregard), Cogolin (Marc-Étienne Lansade), Fréjus (David Rachline), Hayange (Fabien Engelmann), Le Luc (Philippe de La Grange), Mantes-la-Ville (Cyrille Nauth), Le Pontet (Joris

Hébrard), Villers-Cotterêts (Franck Biffaut) et Le Hamel (Jean-Jacques Adoux). Robert Ménard, soutenu par le FN, obtient la mairie de Béziers. Dans le Vaucluse, trois maires de la Ligue du Sud, dont l'ancien FN Jacques Bompard à Orange et son épouse à Bollène, sont réélus avec le soutien du FN.

Deux mois plus tard, dans le cadre des élections européennes, le parti d'extrême droite arrive en tête à une élection nationale pour la première fois de son histoire. En mai 2014, il passe de trois à vingt-trois députés européens. Les élections départementales (22-29 mars 2015) confirment la bonne santé du Front National. Elles reviennent également sur une permanence de l'histoire du FN : la propension antisémite et raciste de certains candidats⁶.

Depuis le congrès de Tours, le FN connaît une crise de croissance : cinquante et un mille cinq cent cinquante et un adhérents à jour de cotisation en juillet 2015 ; onze municipalités ; environ seize cents conseillers municipaux, vingt-trois députés européens et une soixantaine de conseillers départementaux portent ses couleurs. Ses élus – parmi lesquels peu de cadres expérimentés – et adhérents n'ont jamais été aussi nombreux. En même temps, les trois quarts n'ont jamais fait de politique. Le Front National renoue avec une facette de son histoire : l'amateurisme.

6. Voir la troisième partie : « L'hypothèque démocratique », p. 41.

DEUXIÈME PARTIE

Un nouveau Front National ?

CHAPITRE

5

LES MARQUEURS DU FN MARINISTE

Depuis les années 2010, le FN s'affiche comme le représentant assumé des catégories ouvrières et populaires : antilibéral, souverainiste, républicain et laïc. Le parti d'extrême droite entend s'adapter aux territoires français et à ses différents électors. Il y diffuse des discours ciblés : il s'adresse à un électorat plus à droite et s'appuie sur un discours plus nationaliste dans le sud. À l'opposé, dans le nord, il porte une campagne de terrain et un discours « collé » aux contextes économique et social, répondant aux préoccupations d'un électorat plus populaire⁷. Aux yeux de certains de ses partisans et électeurs, il est devenu le défenseur de ces milieux ; la gauche s'étant coupée volontairement du peuple en abandonnant la classe ouvrière au profit des immigrés. Le parti de Marine Le Pen va jusqu'à reprendre le concept de « souveraineté populaire », comme le fait le Front de gauche.

Aujourd'hui, les représentants du FN se présentent comme les porte-parole des « invisibles », des sans-voix, des travailleurs précaires et des retraités. Leurs discours critiquent le patronat et la mon-

dialisation en s'appuyant sur un vocabulaire « marxisant », surfent sur la misère et reprennent les thèmes de l'« insécurité sociale » ou, encore, de la lutte syndicale. Dans le même temps, le FN préserve ses fondamentaux, comme la dénonciation de l'immigration, de l'insécurité et du mondialisme. Le parti de Marine Le Pen ambitionne d'apparaître comme un nouveau parti, notamment compatible pour la « gauche ». Là réside l'une

“ Les représentants du FN se présentent comme les porte-parole des travailleurs précaires et des retraités ”

des nouveautés du vote FN : on ne vote plus pour ce parti seulement en raison de sa thématique centrale (le

vecteur anti-immigration couplé à l'insécurité), mais aussi pour certaines de ses idées qui se réclament de préoccupations « sociales ».

Parallèlement, le Front National de Marine Le Pen impose deux marqueurs : la lutte contre le mondialisme économique et « l'islamophobie ». Le message frontiste se résume désormais à ce double thème : le danger islamiste s'oppose aux valeurs laïques véhiculées par la démocratie, fondements de la République française. La stigmatisation des musulmans fait de l'islam et de la République deux entités que cette dernière juge incompatibles.

7. Voir « Les logiques du vote FN », p. 36.

tibles. L'ennemi affiché du FN des années 2010 n'est donc plus le Juif. Il continue de s'incarner dans le Français musulman. Ceci dit, et mis à part quelques exceptions (notamment dans les domaines économiques, géopolitiques et sémantiques), le logiciel idéologique frontiste perdure.

Car même s'il s'en défend, le Front National issu du Congrès de Tours s'inscrit dans la continuité de l'histoire du FN de Jean-Marie Le Pen. Des parallèles avec, entre autres, les années Mégret (1989-1998) sur des aspects essentiels peuvent – et doivent – être opérés : les marqueurs idéologiques, la notion de « dédiablement » et la volonté de faire éclater la droite pour mieux la satelliser. Aussi, sur des domaines clés – programmes, formation, propagande, géographie électorale et profils de l'électorat frontiste notamment –, le Front National des années 2010 est-il sans aucun doute l'héritier du « premier » FN (1972-2011)⁸.

L'HÉRITAGE DU FN DU PÈRE

Certes, en quatre décennies, des thématiques et des références traditionnelles de l'extrême droite ont disparu ou évolué. Ainsi le principe premier du FN, la « préférence nationale », a-t-il été rebaptisé « priorité nationale », substitution lexicale qui ne change rien au fond, si ce n'est que « l'islamophobie » supprime l'antisémitisme. Le FN préserve ses thématiques phares avec, notamment, la

lutte contre l'immigration, la priorité accordée aux Français, la suppression du regroupement familial, le droit du sol et l'arrêt des régularisations ainsi que la répression accentuée et un budget renforcé pour le domaine de la sécurité. Le parti d'extrême droite aborde aujourd'hui le thème de l'immigration sous l'angle du rétablissement des frontières.

Sur le plan du programme, le discours frontiste connaît une relative stabilité. Les évolutions les plus significatives concernent le domaine économique, et tendent vers un discours anticapitaliste et « social ». Des marqueurs idéologiques frontistes ont été adaptés au contexte historique et à ses électors, ainsi qu'au paysage international. Ils ont aussi pris en compte le renouvellement générationnel. Des revendications disparaissent, l'actualité faisant défaut (par exemple la question de l'école « libre »). Certains thèmes « nouveaux » tentent, eux, de s'imposer : le protectionnisme, l'euroscpticisme, le souverainisme, l'antimondialisme, la remise en cause des accords de Schengen sur la libre circulation des personnes, la sortie de l'euro, etc.

Les évolutions qui émergent sont en phase avec celles de la société française, et provoquent des tensions au sein de la direction. Le FN serait-il par exemple devenu *gay friendly*... alors même, qu'il affirme s'opposer aux mariages des couples homosexuels, à l'adoption et à la PMA (procréation médicalement assistée). Sa participation aux manifesta-

8. Voir Sylvain Crépon, Alexandre Dézé, Nonna Mayer (sous la direction de), *Les Faux-Semblants du Front national. Sociologie d'un parti politique*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2015.

tions contre le mariage pour tous, début 2013, révèle le clivage du Front National sur cette thématique : d'un côté, Marine Le Pen et Florian Philippot, qui refusent de s'associer à la manifestation, de l'autre Marion Maréchal-Le Pen et Bruno Gollnisch, qui s'y retrouvent, avec d'autres représentants de leur parti. « Existe-t-il un lobby gay au FN ? » titre *Minute*, le 2 janvier 2013. Tout en répondant par l'affirmative, l'hebdomadaire d'extrême droite s'attarde sur le cercle rapproché de Marine Le Pen, perçu comme une direction parallèle souvent dénoncée par les militants. Ce positionnement à la fois nouveau et que tous n'assument pas confirme le décalage (voire l'opposition) entre différentes tendances, accentuées par l'antagonisme de deux générations : les marinistes et le FN historique.

Le sigle originel de « droite nationale, sociale et populaire » des années 1970 a laissé place au slogan « Ni droite ni gauche. Français d'abord », une évolution qui prend sa source dans les années 1990. Mis en place par Samuel Maréchal à l'occasion de l'université d'été du Front National de la jeunesse (FNJ), du 14 au 21 juillet 1995, ces quelques mots reprennent une expression du collaborationniste Jacques Doriot. Ils sont censés s'adapter au contexte d'alors, le mouvement social de décembre 1995 et, surtout, contrer la vision politique de Bruno Mégret sur la recomposition des droites.

“ Ni droite ni gauche.
Français d'abord ”

En se l'appropriant, le FN mariniste expose son évolution stratégique sur le plan du positionnement politique et idéologique par rapport au FN du père.

Depuis la présidentielle de 2012, le profil de l'électeur frontiste n'a pas fondamentalement évolué : il est peu diplômé, assez jeune. Les employés, artisans, commerçants et ouvriers représentent le gros de l'électorat frontiste. L'évolution est significative pour le vote ouvrier. En 1973, moins de 3 % d'entre eux ont déposé un bulletin de vote FN dans l'urne. Aujourd'hui, ils sont près d'un tiers à le faire. Ce sont les ouvriers de droite qui votent FN, en réaction au socle

frontiste « immigration-insécurité », et non ceux de gauche qui, eux, ont choisi majoritairement François Hollande pour le premier tour de la présidentielle de 2012. Ce sont de « nouveaux ouvriers qui entrent dans le corps électoral », explique le chercheur Florent Gougou⁹.

Cependant, une évolution indéniable doit être prise en compte : depuis 2012, les femmes sont aussi nombreuses à voter Marine Le Pen que les hommes. Au contraire de son père, celle-ci est parvenue à séduire l'électorat féminin grâce à son image de femme « moderne ». On évoque son parler franc et sa phraséologie, dénuée des outrances de son père, qui rendent son discours plus « acceptable » et plus attractif.

9. Fondation Jean-Jaurès, dans « Le FN, parti des ouvriers ? », 25 février 2014.

CHAPITRE

FN ET ANTISÉMITISME : UNE NOUVELLE HISTOIRE ?

A partir du début des années 2000, Marine Le Pen a une idée en tête : changer la représentation du Front National. L'association qu'elle préside, Générations Le Pen, endosse ce rôle : « casser l'image diabolisée du FN et de Jean-Marie Le Pen ». Comment s'y prend-elle ? L'une de ses priorités s'inscrit dans le rapport entre le parti d'extrême droite et l'antisémitisme. Pour la génération des frontistes trentenaires, il est indispensable de l'inverser. Pour cela, plusieurs étapes vont être mises en place.

À l'automne 2003, Marine Le Pen se rend aux États-Unis. Elle est accompagnée, entre autres, de Louis Aliot et d'un de ses proches, Guido Lombardi, un ancien représentant de la Ligue du Nord italienne. Ce dernier a rencontré Marine Le Pen quelque temps auparavant et considère qu'elle a un avenir politique. Il pense surtout qu'elle doit endosser le rôle de son père qui, lui, est « fini ». Que vont faire Marine Le Pen et son équipe à New York et à Washington ? Selon Carl Lang, c'est un « voyage clé, quasi secret¹⁰ » pendant lequel elle crée des contacts déterminants. Pendant une semaine, ils « rencontrent des gens de l'administration Bush, des personnes de la CIA et du FBI¹¹ » et établissent des connexions. Ce voyage doit être considéré comme

un remake de la tournée de Jean-Marie Le Pen, en 1987, juste avant la présidentielle de 1988. Il reste méconnu et, en même temps, essentiel pour appréhender la stratégie du FN mariniste.

Huit ans plus tard, et quelques mois après son élection à la présidence du FN, Marine Le Pen se rend de nouveau aux États-Unis avec, dans son entourage, encore une fois, Guido Lombardi. Elle ne parvient pas à s'afficher avec des personnalités politiques éminentes, mis à part Ron Prosor, l'ambassadeur d'Israël à l'ONU ; un entretien qualifié très vite de « malentendu » par les autorités israéliennes. Son compagnon et le vice-président chargé de la formation et des manifestations du FN, Louis Aliot, retourne en Israël peu après. Sa visite (qu'il qualifie de « privée ») aurait pour objectif de « montrer aux Franco-Israéliens que le FN a évolué. Que le parti de Marine Le Pen n'est plus de la génération de son père¹² », précise Michel Thooris, candidat FN pour les Français de l'étranger dans la huitième circonscription. Ces déplacements, qualifiés par le compagnon de Marine Le Pen de « déterminants¹³ », s'inscrivent dans la continuité de la première phase, entamée au début des années 2000, et la prolongent. De nouveau, en 2011, Marine Le Pen échoue.

10. Entretien de Carl Lang avec Valérie Igounet, 12 septembre 2013.

11. *Ibidem*

12. « En voyage en Israël, Louis Aliot est allé dans deux colonies », droites-extremes.blog.lemonde.fr.

13. Entretien de Louis Aliot avec Valérie Igounet, 16 décembre 2013.

Depuis son accession à la présidence du FN, elle montre clairement qu'elle veut en finir avec le lepénisme, notamment en balayant toute suspicion d'antisémitisme. La rupture avec le FN historique se situe, entre autres, sur ce point. Régulièrement, La présidente du FN envoie des signes aux Juifs de France. Par exemple, dans un entretien paru dans l'hebdomadaire *Valeurs actuelles* (19 juin 2014), elle s'exprime peu après le énième dérapage de son père¹⁴. Elle souhaite remettre les choses à leur place. Non seulement, affirme-t-elle, le FN n'est pas un adversaire des Juifs mais il est, « dans l'avenir, le meilleur bouclier pour (les) protéger ».

La « dédramatisation du FN ne porte que sur l'antisémitisme », expliquait en 2013 Louis Aliot. Le vice-président du parti continuait : « En distribuant des tracts dans la rue, le seul plafond de verre que je voyais ce n'était pas l'immigration ni l'islam... D'autres sont pires que nous

sur ces sujets-là. C'est l'antisémitisme qui empêche les gens de voter pour nous. Il n'y a que cela. À partir du moment où vous faites sauter ce verrou idéologique, vous libérez le reste. [...] Depuis que je la connais, Marine Le Pen est d'accord avec cela. Elle ne comprenait pas pourquoi et comment son père et les autres ne voyaient pas que c'était le verrou. Elle aussi avait une vie à l'extérieur, des amis qui étaient aux antipodes sur ces questions-là des Le Gallou et autres. C'est la chose à faire sauter¹⁵. »

Les paroles de Louis Aliot sont à analyser au regard des nouveaux marqueurs avancés par ces hommes et femmes qui prétendent construire un autre Front National. Le changement de nom – et du logo – du Front National est à situer sur ce plan : celui de la rupture définitive du FN avec son discours antisémite dans la perspective de prendre le pouvoir.

14. Jean-Marie Le Pen déclarait sur son blog qu'« on fera une fournaise la prochaine fois », faisant allusion au chanteur Patrick Bruel.

15. Entretien de Louis Aliot avec Valérie Igounet, 16 décembre 2013.

CHAPITRE

FN « DÉDIABOLISÉ » = EXIT JEAN-MARIE LE PEN

La crise que traverse le Front National depuis quelques mois est toute aussi significative. C'est comme un parricide annoncé. La présidente du FN a décidé de profiter des énièmes propos antisémites de son père afin de l'exclure du parti et d'essayer de balayer, une bonne fois pour toute le lepénisme. Le FN entend là franchir l'ultime étape liée à sa « dédiablement » : se débarrasser du dernier obstacle, le père.

En récidivant sur le « détail », notamment dans *Rivarol*, et en déclarant n'avoir « jamais considéré le maréchal Pétain comme un traître », Jean-Marie Le Pen choisissait, une nouvelle fois, de

“ Se débarrasser du dernier obstacle, le père. ”

se distinguer bruyamment de ses pairs. Il ne se contentait donc pas de réactiver l'une de ses thématiques privilégiées. Il confirmait son rôle de « diable de la République¹⁶ ». Peu après les déclarations antisémites de Jean-Marie Le Pen, Louis Aliot rappelle un des fondamentaux du FN mariniste : « Nous disons, explique-t-il sur les ondes de Sud Radio (4 mai 2015), que par le scandale, nous n'avancons pas, nous faisons peur. C'est par notre travail, par notre programme, par des idées, par la défense de notre ligne économique, sociale, sur la question des

immigrés, sur l'islam radical, c'est par cela que nous avançons, pas par le scandale sur des questions qui n'ont plus lieu d'être. »

Marine Le Pen et son entourage affichent alors peu d'inquiétude quant à l'issue de l'épisode. C'est donc incontestablement un échec pour le FN qui espérait se débarrasser définitivement en quelques semaines d'un homme politique qui a présidé le FN pendant 40 ans... et aborder sans lui la campagne des élections régionales (décembre 2015). Les victoires judiciaires de Jean-Marie Le Pen donnent un coup d'arrêt momentané à la stratégie mise en œuvre par le

parti depuis plusieurs années et précipitée ces derniers temps : nettoyer le parti des lepénistes historiques et prétendre offrir un autre FN, en vue de l'échéance suprême, la présidentielle de 2017.

En même temps, il est nécessaire de préciser certaines données, portant notamment sur les effectifs du parti. Comme le fait remarquer l'un des cadres lepénistes historiques du parti, « même si l'appareil [...] ne conteste pas Marine Le Pen, beaucoup d'amis vont s'éloigner ». Bruno Gollnisch, entré au FN au début des

16. *Le Diable de la République. 40 ans de Front national*, réalisé par Jean-Charles Deniau et Emmanuel Blanchard, écrit par Grégoire Kauffmann et Emmanuel Blanchard, producteur Programme 33 / France 3, 2013.

années 1980, poursuit sa démonstration : « Le 24 octobre 2014, à notre congrès de Lyon, on annonçait 83 087 adhérents à jour de cotisation. Aujourd'hui, lors du vote sur les nouveaux statuts, ils auraient été 28 000 à s'exprimer sur 52 000 adhérents annoncés. Et les résultats des dernières élections partielles ne sont pas très rassurants. » Ces propos¹⁷ traduisent assez fidèlement ce que le FN traverse depuis le congrès de Tours : une ascension sur divers plans, notamment électoral, jusqu'à l'hiver 2014 et, depuis quelques mois, une érosion de ses adhérents suivie par une crise politico-familiale.

LE RASSEMBLEMENT BBR

Aujourd'hui, Jean-Marie Le Pen l'affirme : il désire créer une sorte d'association, une fondation mais, en aucun cas, une entité « concurrente » du FN. L'objectif, explique-t-il, est de « rétablir la ligne politique qui est celle qui a été suivie depuis des décennies [...] ». Il faut essayer de corriger les erreurs qui ont été commises dans notre propre camp [...], recueillir tous ceux qui sont actuellement indignés de la ligne politique suivie¹⁸ ». Dans un communiqué de presse (17 août 2015), l'ancien président du FN exprime sa volonté de poursuivre son combat politique de la même manière qu'il l'a commencé. Une « chose est sûre, écrit-il, c'est que la ligne politique que j'incarne depuis des décennies ne disparaîtra pas de la scène natio-

nale, et que j'agirai sans relâche afin de permettre aux millions de Français qui partagent nos idées et notre espérance d'être représentés valablement au moment des grandes échéances ». Jean-Marie Le Pen entend bien aujourd'hui perpétuer ses idées et son combat politiques.

Ce 5 septembre 2015 à Marseille, les trois Le Pen sont présents. La nouveauté, si l'on peut dire, tient à leurs places respectives. Marion Maréchal-Le Pen et la présidente du FN se retrouvent à l'Université d'été (UDT) de leur parti, au parc Chanot. Non loin de là, l'ancien président organise un déjeuner-débat. Pour la première fois de son histoire, Jean-Marie Le Pen est déclaré *persona non grata* à une UDT. Entouré, entre autres, d'anciens membres du service d'ordre du FN (le Département protection sécurité, DPS), des représentants régionaux du Parti de la France, et devant trois à quatre cents de ses fidèles et amis du FN du « canal historique », l'ancien président annonce la création de ce parti « pas

comme les autres » : le Rassemblement Bleu Blanc Rouge (RBBR). « Je propose, avance Jean-Marie Le Pen, que nous nous réunissions, vous ne serez pas orphelins, dans le Rassemblement Bleu Blanc Rouge [...]. Notre démarche [...] correspond à un équilibre et à un parallélisme des formes qui est une des règles de la vie politique et juridique [...], un appel que je lance aujourd'hui. [...] J'attends qu'il soit, en quelque sorte, le

17. « Bruno Gollnisch dans le JDD : savoir raison garder », 4 août 2015, gollnisch.com, consulté le 15 août 2015.

18. 11 mai 2015, Radio Courtoisie.

détonateur du redressement national, de la renaissance nationale [...], le « pendant » du Rassemblement Bleu Marine. » Le mot est lâché : le RBBR ne se déclare pas (pour l'instant du moins) comme l'adversaire du FN. Un positionnement étonnant puisque les éventuels adhérents de la nouvelle formation lepéniste sont, pour leur grande majorité, des opposants au FN et attendent donc, de la part de Jean-Marie Le Pen, la formation d'un parti concurrent.

Le RBBR n'entend-il pas revenir à une sorte de FN originel, basé sur les fondamentaux lepénistes et porté essentiellement par des anciens du parti d'extrême-droite ? Jean-Marie Le Pen, âgé aujourd'hui de 86 ans (et qui ne se présente pas en PACA aux prochaines

régionales) peut-il envisager sérieusement une candidature pour la présidentielle de 2017 face à sa fille ? Un cas de figure difficilement envisageable.

L'origine du duel entre le père et la fille ne porte-t-il pas sur la vision du rôle du Front National dans la société française ? Pour la présidente du FN, après plus de quarante années d'existence chaotique, le FN doit assumer son ambition d'aller seul au pouvoir. D'une formation politique d'opposition agitatrice, le FN pourrait-il devenir un parti de gouvernement, en passe de bouleverser l'échiquier électoral ? Là est l'objectif prioritaire de Marine Le Pen qu'elle entend concrétiser d'ici la prochaine présidentielle... pour laquelle, elle vise ouvertement le second tour.

TROISIÈME PARTIE

Les données électorales

CHAPITRE

8

LES DONNÉES ÉLECTORALES

En 1974, Jean-Marie Le Pen se présente à l'élection présidentielle et n'obtient que 0,75 % des voix. Les observateurs d'alors ont le sentiment que la modernité et la démocratisation de la société française ont vaincu l'extrême droite.

À l'issue des élections municipales de 1983, on constate avec surprise quelques succès du FN comme à Dreux ou à Antony, mais c'est aux élections européennes de 1984 que l'on va réellement voir « naître électoralement » le FN. Ces élections européennes ne revêtent que peu d'enjeux, le Parlement européen a très peu de pouvoir

et, pour une partie des électeurs, il est temps de donner une leçon au RPR qui a permis l'arrivée de la gauche au pouvoir deux ans plus tôt. Comme le montre l'étude de Frédéric Bon¹⁹, ce sont les beaux quartiers qui votent FN, tel que le XVI^e arrondissement de Paris, le centre de Toulouse ou d'autres grandes villes. Les électeurs se servent de cette élection « sans risque » pour montrer à la fois leur opposition à la gauche et leur méfiance à l'égard du RPR. À la surprise générale, le FN obtient près de 11 % des voix.

“ L'élection présidentielle de 2002 constitue l'apogée de Jean-Marie Le Pen avec plus de 16 % des voix ”

Depuis, ces premiers électeurs n'ont pas revoté en faveur du FN, mais ils ont donné une sorte de permission symbolique à d'autres qui vont le faire dans les années futures. À ce moment, le FN est encore une machine électorale fragile mais la gauche, comme la droite, n'ont pas de réponse évidente face à ce mouvement qui a l'air de sortir de la naphtaline. Parallèlement, ce terrain a été préparé par une partie de la droite avec le développement discursif du thème de l'insécurité. Face à l'apparition du FN, la droite va développer le thème du libéralisme pour les élections législatives de 1986, thème qui va lui apporter un franc succès. Mais François Mitterrand, comprenant tout l'intérêt tactique de diviser la droite, met en place la proportionnelle aux élections législatives de 1986.

La carte électorale a changé et ce ne sont plus les centres villes qui votent FN mais les personnes en fragilisation économique et sociale allant du nord de la France jusqu'à la Côte-d'Azur. C'est à ce moment précis que l'électorat du FN se structure et c'est ainsi qu'il perdure jusqu'à aujourd'hui. L'élection prési-

19. Frédéric Bon et Jean-Paul Cheylan, *La France qui vote*, préface de Roger Brunet, Paris, Hachette, 1988.

dentielle de 2002 constitue l'apogée de Jean-Marie Le Pen avec plus de 16 % des voix et, surtout, le fait que le candidat du FN dépasse celui du PS et soit présent au deuxième tour. Ce scrutin marque un tournant : après les victoires aux municipales de 1995 et de Vitrolles en 1997,

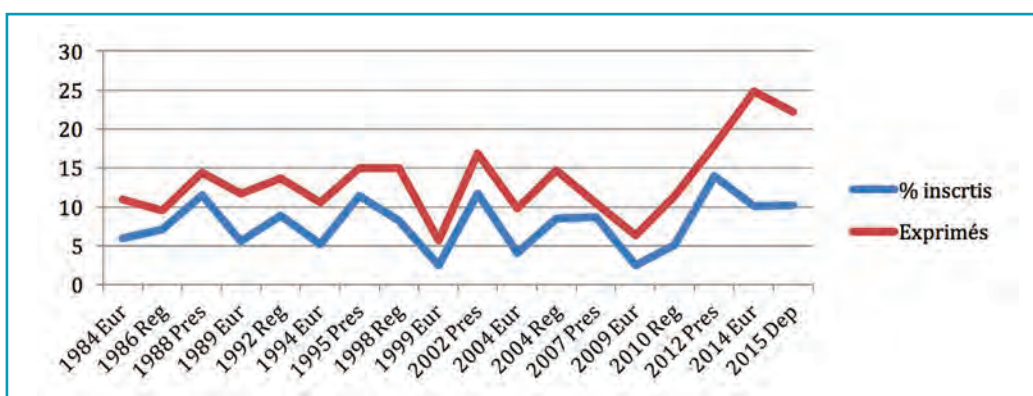
le FN devient un parti non simplement dérangeant, mais dangereux pour la démocratie française. Marine Le Pen hérite donc d'un mouvement politique avec de véritables habitudes de votes et sociologiquement structuré, même si le FN marque un certain tassement.

CHAPITRE

LE SUCCÈS ÉLECTORAL DE MARINE LE PEN

Ainsi, l'arrivée de Marine Le Pen à la tête du FN ne doit rien au hasard. La dynamique de Jean-Marie Le Pen s'essouffle structurellement. Les simples résultats électoraux en voix exprimées ne montrent pas la réalité électorale, car l'abstention cache le manque de dynamique du FN. En revanche, si on analyse les résultats en

Nicolas Sarkozy dès le premier tour. Ce revers électoral n'est pas seulement lié à la dynamique du leader de l'UMP. C'est aussi, dans une certaine mesure, le témoignage de l'usure de Jean-Marie Le Pen. En effet, en 2009, lors des élections européennes, le FN obtient 2,5 % des inscrits au lieu de 4 % en 2004 et 5,2 % en 1994. Cette désaffection se confirme



pourcentage des inscrits, on comprend mieux la situation. Comme le montrent les tableaux suivants, le FN obtient aux alentours de 5 % des électeurs inscrits aux élections européennes, 8 % aux élections régionales et plus de 11 % à l'élection présidentielle.

À partir de 2007, le FN ne retrouve plus les scores qui étaient les siens auparavant. Jean-Marie Le Pen obtient 8,6 % des inscrits à l'élection présidentielle ; un million d'électeurs a préféré voter

aux élections régionales de 2010. Le FN obtient 5,5 % des inscrits (contre 8,5 % en 2004 et 8,2 % en 1998). Le FN de Jean-Marie Le Pen est en fin de cycle, un changement à sa tête s'impose.

Marine Le Pen dispose de beaucoup d'atouts en termes de communication politique et électorale. D'abord, elle porte le nom de la marque du FN. Le nom Le Pen est devenu, au fil des ans, un nom politiquement identifié. De surcroît, sa capacité discursive, son « bagout » et sa

rhétorique rappellent celles de son père. Contrairement à d'autres changements de leaders au sein de partis politiques, il n'y a pas de rupture. Nous sommes dans une continuité modernisée. Et de fait, Marine Le Pen va, dès son apparition dans les médias, obtenir un réel succès. Moins abrupte que son père, elle devient médiatiquement omniprésente, autant que Nicolas Sarkozy ou Jean-François Copé. À l'Inathèque, elle obtient plus de huit cents occurrences par an, alors que l'on en compte moins de deux cents pour Harlem Désir, premier secrétaire du PS²⁰. Marine Le Pen va également changer en partie son discours. Alors que Jean-Marie Le Pen

se voulait rare mais scandaleux afin de changer les représentations de la société française, sa fille, au contraire,

se veut très présente et banalisée. On observe donc une forte différence d'analyse en termes de stratégie électorale. Ainsi, Jean-Marie Le Pen ne voulait pas le pouvoir à tout prix, il voulait d'abord changer la société française. Il y est en bonne partie parvenu. En s'ancrant d'abord dans une bataille idéologique, il a su imposer ses thèmes sur l'insécurité et sur l'immigration qui sont devenus des « problèmes » grâce à sa capacité discursive. Marine Le Pen, au contraire, tout en se fondant sur les acquis de son père, se veut plus acceptable. Finis les jeux de mots anti-sémites, finies les attaques *ad hominem*, elle veut prendre une certaine distance

en n'attaquant plus des personnes mais des concepts. Ce ne sont plus les immigrés qu'elle attaque mais « l'immigration sauvage ». Les personnes immigrées deviennent même, parfois, victimes de la mondialisation. Cette manière de dire les choses, d'« argumenter » va fonctionner auprès des médias. Marine Le Pen va créer une nouvelle dynamique et elle sait que, sans rompre sur le fond avec l'idéologie du FN, ce système discursif devient acceptable dans la société actuelle. De ce fait, les médias – presque soulagés de ne plus avoir affaire à l'ogre médiatique Jean-Marie Le Pen – invitent d'autant plus Marine Le Pen. Les résultats sont

“ Dès sa première élection, elle réalise le meilleur score de l'extrême droite sous la V^e République ”

là. Elle réussit son OPA sur l'électorat de son père et va même, au fil des élections, améliorer les résultats du FN.

Son premier enjeu est l'élection présidentielle de 2012. Et, même si les médias ne l'ont pas souligné, elle fait mieux que son père en obtenant 17,90 % des voix exprimées : Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret, à eux deux, avaient certes obtenu 19,2 % des voix en 2002, mais, en pourcentage des inscrits, la présidente du FN emporte 13,9 % des voix alors que Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret n'en avait obtenu que 13,2 %. Dès sa première élection, elle réalise le meilleur score de l'extrême droite sous la V^e République. L'aseptisation du discours, son euphémisation et l'accueil des médias ont permis une véritable remise en selle électorale de l'extrême droite en

20. Cécile Alduy et Stéphane Wahnich, *Marine Le Pen prise aux mots*, Paris, Seuil, 2015.

France. Mais la véritable révolution électorale de Marine Le Pen tient à sa capacité non à retrouver les voix de son père à la dernière présidentielle, mais à mobiliser son électorat à l'occasion des élections intermédiaires, ce que Jean-Marie Le Pen n'arrivait pas vraiment à réaliser. Lorsqu'on analyse les résultats électoraux par rapport au nombre d'inscrits, on s'aperçoit que le paradigme du FN a changé.

Le meilleur résultat de Jean-Marie Le Pen à des élections européennes se déroule en 1984 lors de l'irruption du FN dans le paysage politique français. Il réunit 6 % des inscrits. Il n'obtiendra jamais un tel score par la suite et finira en 2009 avec 2,5 %. Aux élections européennes de 2014, Marine Le Pen réunit 10,1 % des inscrits, score historique pour le FN à ce genre d'élection. Avec une abstention très importante mais pas exceptionnelle (57,57 %), le FN obtient le premier score. Le PS réunit 6,9 % des inscrits et l'UMP 8,4 %. Dans les faits, il n'y a pas création de voix ou très peu. Le FN de Marine Le Pen réussit à mobiliser ses électeurs alors que les partis n'y parviennent pas. Le FN, lors de ces européennes, mobilise 72 % de ses électeurs par rapport à l'élection présidentielle, contre 40 % pour l'UMP et 30 % seulement pour le PS. Lors des élections départementales de 2015 – élections difficiles pour le FN en raison de son manque d'implantation locale – Marine

Le Pen réussit également à mobiliser. Le FN recueille 12,04 % des inscrits. Mais ce scrutin est un relatif échec pour Marine Le Pen car elle ne parvient pas à conquérir de département. Cet « échec » est d'abord dû à la bonne implantation des élus PS et UMP. Surtout, le système d'alliance, dès le premier tour, a joué à plein. Le PS et l'UMP, intégrant la leçon des européennes, ont en effet développé une stratégie d'union : le PS avec une partie du reste de la gauche et l'UMP avec l'UDI. Même si le FN ne sort pas vainqueur de ces élections sur le plan médiatique, sa stratégie d'implantation locale commence à donner des résultats sur le plan politique.

Cette situation, inédite en France, résulte de ressorts électoraux qui doivent être analysés. En effet, depuis 1984, les analystes se sont souvent mépris dans leurs explications du vote

“ Sa stratégie d'implantation locale commence à donner des résultats sur le plan politique. ”

FN. Vote de protestation éphémère pour certains, réaction face au chômage de masse, gauchisme pour d'autres, les tentatives d'explications n'ont pas manqué. Aujourd'hui, les observateurs tentent de l'expliquer par un vote du nord « industriel » et un vote du sud de retraités empreint de contradictions. Sans doute cette théorie comporte-t-elle une part de vérité, mais elle ne permet pas d'expliquer les structures du vote FN. De plus, nous devons également nous interroger sur

ce que change ce vote intrinsèquement pour notre démocratie. En effet, la structuration de la vie politique autour de partis semble en grande partie révolue au profit de la stratégie par blocs.

Les dernières élections départementales et les futures régionales au moment où s'écrivent ces pages de 2015, constituent de bons exemples explicatifs de notre avenir politique.

LE VOTE IDENTITAIRE

Lorsque le FN a acquis une réelle force électorale, les analystes ont été surpris et, surtout, ont eu du mal à l'expliquer. Pour certains, ce vote ne pouvait pas être durable dans le temps. Sorte de réaction épidermique, le vote FN était alors comparé aux votes en faveur de Boulanger au XIX^e siècle et, plus proche de nous, de Poujade, dont Jean-Marie Le Pen avait été l'un des députés.

Le vote de protestation était donc le discours de mise, face au chômage et au retour d'une certaine

xénophobie. Les 11 % recueillis par le FN en 1984 étaient sans doute un score limite supportable pour notre démocratie. On sait aujourd'hui que tout cela est faux. Si en 1984, le vote de protestation a existé, ce n'était non pas contre la crise mais contre l'arrivée de la gauche au pouvoir. Cependant, dès les législatives de 1986, la structure du vote FN apparaît et ceci jusqu'à aujourd'hui.

Le vote FN est d'abord présent dans le couloir rhodanien de la France. À l'époque, le Nord vote peu pour ce parti, mais l'axe Paris-Lyon-Marseille est déjà présent avec une dynamique particulière pour les Bouches-du-Rhône. Dès lors,

dire que la crise économique et le chômage constituaient des vecteurs explicatifs du vote FN était faux. En effet, la carte du vote FN et la carte du chômage étaient inversées et le sont toujours. Le chômage était surtout présent dans l'ouest de la France, le vote FN dans l'est. En revanche, comme cela a été démontré²¹, les cartes des industries en difficulté, celles de la présence de l'immigration et de l'insécurité s'inscrivaient en cor-

rélation avec la carte du vote FN. Celui-ci n'est pas lié au chômage, mais au risque de chômage.

Le vote FN est lié aux changements liés à la modernité. C'est la perte de l'ancien monde et la confrontation avec un nouveau monde naissant qui l'expliquent le mieux. Les personnes identitairement et socialement stables n'ont pas de propension à voter FN. Les plus fragiles, au contraire, celles qui ne comprennent pas ce qui arrive, la peur de l'inconnu et surtout les pertes identitaires qu'impose la modernité, impliquent une tendance à choisir le FN. Ainsi, les catholiques qui pratiquent régulièrement leur religion sont très peu nombreux à donner leur voix au FN, alors que les personnes qui ont cessé de pratiquer le font plus que la moyenne. Aussi n'est-ce pas un hasard de constater que le faible

“ Le vote FN est lié
aux changements liés
à la modernité ”

21. Maryse Souchard, Stéphane Wahnich, Isabelle Cuminal, Virginie Wathier, *Le Pen, les mots. Analyse d'un discours d'extrême droite*, Paris, Le Monde Éditions / La Découverte, 1997.

niveau de diplôme et la tendance à voter FN sont corrélés. La compréhension du monde et la maîtrise de son environnement constituent les vecteurs essentiels d'un vote autre que FN.

En réalité, le vote FN de Jean-Marie Le Pen est un vote identitaire. En effet, pour des personnes qui n'ont pas l'impression de compter dans la société, des individus que personne ne semble prendre en compte et qui ressentent de moins en moins leur utilité professionnelle, le vote FN devient un vote de survie sociale, un vote d'existence sociale. C'est, en quelque sorte, le moyen de se réintroduire dans la société. Il est donc logique que les ouvriers, les plus avancés en âge, aient une propension plus importante à voter FN. Ce choix identitaire en fait un vote durable car au-delà des querelles partisans, il devient, au fil des scrutins, constitutif d'une identité intra-personnelle. Aussi la capacité de mobilisation du vote FN est-elle plus forte que pour les autres partis. Ce vote identitaire est la création de Jean-Marie Le Pen avec son discours châtié et rappelant « l'âge d'or de la France ». Jean-Marie Le Pen, au-delà de son appétence pour la période de la Seconde Guerre mondiale, va s'exprimer avec des mots rappelant la France d'avant. Les mots « informatique » et « mathématiques » ne sont pas cités. En revanche, le mot « arithmétique » est convoqué. Ce discours, rappelant les vecteurs identitaires d'une France du passé, avait une fonction de repère pour les électeurs. Cette

fonction existe toujours dans les discours de Marine Le Pen. Elle utilise le même système rhétorique sur le fond, pour les mêmes raisons. Car Marine Le Pen, pour conserver son électorat, va, lors de sa prise de pouvoir du FN, marcher dans les pas de son père. Vocabulaire classique, explication du monde, rappel de l'âge d'or sont autant d'arguments pour préserver ce socle électoral. Elle a d'ailleurs très bien réussi son « OPA » comme on a pu le voir lors de l'élection présidentielle de 2012. Cependant, Marine Le Pen sait que, pour parvenir au pouvoir, elle doit élargir son électorat. Or, le plafond de verre que beaucoup ont constaté constitue, sans doute, une réalité pour ce qui concerne le vote identitaire... même si la crise financière de 2008-2009 a certainement renforcé cet électorat. Mais cela ne sera pas suffisant. C'est pourquoi, Marine Le Pen crée un nouveau « créneau », qui va non pas exclure le vote identitaire mais au contraire le compléter, car structurellement, il repose sur le même paradigme : celui de la société du risque²². Il s'agit du vote de précaution.

LE VOTE DE PRÉCAUTION

Jean-Marie Le Pen a été le premier à dénoncer l'apparition des femmes musulmanes voilées dans l'espace public au moment où cela n'existait quasiment pas. Il a été le premier à évoquer un futur développement du djihadisme par la faillite de l'intégration pour une certaine partie de la population issue de l'im-

²². Ulrich Beck, *La Société du risque*, Paris, Alto Aubier, 2001.

migration. Ces « prémonitions » – qui constituaient un discours logique pour Jean-Marie Le Pen afin de faire perdurer une certaine tension au sein de la société française – apportent aujourd’hui une certaine légitimité à Marine Le Pen et, surtout, donnent une certaine crédibilité à son discours. La violence des banlieues, la présence prégnante de l’islam radical dans notre pays, la poursuite de l’évolution des structures économiques avec le développement de l’obsolescence d’un nombre de plus en plus important d’individus, font que le discours du FN des années 2000 devient une réalité quotidienne en 2015 pour beaucoup de Français. Cette réalité n’est pas juste physique, c’est aussi un enjeu de construction de représentations de notre pays que les médias renvoient.

Aussi pour ceux qui ne sont pas encore confrontés aux violences urbaines, à l’absence d’avenir économique et à la perte de repères identitaires traditionnels, il s’agit aujourd’hui d’éviter cette violence sociale. Cette dernière constitue un risque, et ce risque devient l’un des éléments moteurs des nouveaux électeurs FN. Ce vote est d’abord un enjeu de communication, car le risque n’existe que par la conscience de son existence. Ainsi, un risque que l’on ne perçoit pas n’existe pas, c’est la perception, même très hypothétique, que l’on en a qui actionne une certaine dynamique politique. Quand on analyse le contenu de certains propos diffusés à la télévision

“ Le risque devient l’un
des éléments moteurs des
nouveaux électeurs FN. ”

ces derniers mois, on comprend mieux le problème et pourquoi le discours de Marine Le Pen raisonne dans les consciences. On retiendra, entre autres, les émeutes à Paris et en banlieue sous prétexte de la guerre à Gaza, le départ en Syrie de jeunes islamistes nés en France, l’attentat de *Charlie Hebdo* (qui a créé un véritable traumatisme national), la décapitation d’un homme en Isère, l’attentat manqué du Thalys et les attentats du 13 novembre dernier. Plus structurellement, on soulignera aussi le fait que, dans un nombre croissant de villes, une majorité de personnes sont issues de l’immigration. Ce phénomène sociologique crée et augmente *de facto* la ségrégation sociale ; il s’accompagne d’une pratique régulière de l’islam, qui apporte d’autres valeurs, notamment

dans le rapport à l’autre surtout en ce qui concerne l’égalité homme-femme.

Ce sont autant de causes de risques supplémentaires pour des personnes qui ne sont confrontées ni à ces problèmes, ni à la mondialisation économique. Ces dernières résident essentiellement dans l’ouest de la France et, jusqu’à présent, ne votaient pas FN. Mais le discours de Marine Le Pen s’adresse aujourd’hui à elles. La présidente du FN commence par les reconnaître, montrer combien elle connaît ces petits villages de province. Elle en profite pour dénoncer régulièrement une « immigration sauvage » qui, dans l’imaginaire collectif, va devenir un

danger potentiel pour de plus en plus de Français. Cette manipulation s'appuie sur les peurs mais aussi, il faut bien le reconnaître, sur une certaine réalité sociale. C'est ainsi que nous pouvons constater une progression électorale très forte dans des villages insoupçonnables qui ne sont ni confrontés à l'immigration, ni à l'insécurité. Des départements tels que le Gard, la Dordogne et, plus largement, le grand Ouest de la France commencent à voter en faveur du Front National. On a remarqué cette évolution lors des dernières élections départementales. Les futures régionales nous montreront si ce mouvement s'avère récurrent ou non.

Aujourd'hui, l'électorat de Marine Le Pen est scindé entre l'Ouest et l'Est de notre pays. Ces deux électorsats s'additionnent d'autant plus facilement qu'ils ne sont pas contradictoires mais complémentaires, l'expérience des uns créant le risque pour les autres. Il suffit alors d'une bonne présence médiatique pour que la dynamique électorale se déclenche. Marine Le Pen est l'un des personnages politiques les plus invités dans les médias. Elle y est accueillie de façon normale, son discours n'est pas remis en cause, contrairement à celui de son père, et elle peut ainsi développer sa vision de la France et de son avenir.

LA POROSITÉ DES ÉLECTORATS

Électoralement, Marine Le Pen bé-

néficie également de la confusion des genres. La « dédiablement » du Front National provoque un nouvel effet, non par sa nouveauté mais par son ampleur sans précédent : la porosité des électorsats, plus importante aujourd'hui que ce que l'on pouvait observer dans quelques villes des Bouches-du-Rhône dans les années 1990. Alors que Jean-François Copé, et aujourd'hui Nicolas Sarkozy, se montrent très clairs face à une idée d'alliance avec le Front National, leurs électorsats ne les suivent pas toujours. En effet, lors de nombreuses élections partielles, on a pu remarquer qu'une partie de l'UMP pouvait voter pour le Front National au deuxième tour, et qu'une partie du Front National pouvait voter en faveur du candidat de la droite. Nous avons pu également observer qu'une partie des électeurs de gauche peut être attirée par le vote frontiste. Ainsi, à l'élection cantonale partielle de Brignoles de 2013, nous avons calculé que 30 % des électeurs de gauche du premier tour avaient voté en faveur du Front National au second²³. C'est ce report qui a permis la victoire du candidat FN à cette élection.

Soulignons que, lors des élections départementales générales, ce phénomène semble ne pas s'être produit. En fait, à Brignoles, il s'agissait d'une affaire d'offre politique. L'étiquette des partis politiques et leur image de marque dégradée suffisent de moins en moins à fixer les électeurs les moins politisés. Chacun peut observer qu'une partie des élus de la droite, mais aussi de l'extrême

²³. Étude de corrélations statistiques effectuée par SCP Communication sur la cantonale partielle, novembre 2013. Cette élection a vu la victoire du candidat FN, Laurent Lopez, avec 53,91 % des voix.

gauche, crée des passerelles avec le Front National. Le discours défensif du Front de Gauche incite des électeurs de gauche insuffisamment ancrés dans ses valeurs à passer au Front National, d'autant plus lorsque l'élection ne porte pas sur un enjeu important. De même à droite, les discours parfois excessifs de certains, notamment sur l'immigration ou sur la sécurité, conduisent de plus en plus certains électeurs à voter en faveur du Front National, selon les circonstances et l'offre politique proposée. L'offre politique devient un vecteur important, car lors des municipales de 2014, nous avons pu remarquer que, dans certaines villes, l'électorat Front National du premier tour s'était reporté à près de 50 % en faveur du candidat UMP alors qu'aucun signe n'avait été émis en faveur de l'extrême droite. La qualité des candidats, la capacité à convaincre, à rassurer, peut changer le cours d'une élection.

L'arrivée de Marine Le Pen en tant que présidente du Front National et l'évolution du discours du parti d'extrême droite brouillent les représentations et les repères politiques. Même si cela déplaît à certains, on doit souligner que la porosité des électors joue, certes, de plus en plus à droite mais aussi désormais, à gauche. Le discours assagit de Marine Le Pen, sa position anti-euro et la reprise de propositions économiques marxisantes au niveau économique créent des passerelles que certains électeurs de gauche empruntent.

Le ralliement au Front National des personnes en difficulté économique, sociale et identitaire, des personnes confrontées à une évolution sociologique trop rapide, de celles qui ont du mal à survivre, qui habitent des petites villes centres, mais aussi la peur que les effets de la mondialisation et que les violences de l'islam arrivent jusqu'à eux, sur leur territoire, stabilisent le vote en faveur du Front National – quelles que soient les élections – et le font régulièrement progresser. Le vote identitaire et le vote de précaution sont relativement faciles à mobiliser pour Marine Le Pen. Ce n'est ni un vote de protestation, ni un simple vote de mécontentement, mais un vote militant qui motive les électeurs du Front National à se rendre aux urnes. Cette mobilisation est nouvelle à chaque élection, et si Jean-Marie Le Pen n'était pas parvenu à la provoquer, Marine Le Pen y parvient, à travers son discours. Mais aussi – et c'est nouveau pour l'extrême droite –, on observe que son hypothétique arrivée au pouvoir devenant de plus en plus crédible, les électeurs du Front National sont présents aujourd'hui à chaque élection. Pour autant, contrairement à ce que véhicule, dans trop de médias, le discours de Marine Le Pen, l'extrême droite en France demeure un véritable danger pour notre démocratie. En effet, le Front National n'a pas, sur le fond, renouvelé sa vision de la société française et, surtout, n'a pas renoncé à son idéologie.

24. Discours de Metz du 11 décembre 2012 : « Moi je n'ai pas la mémoire courte, je me souviens très bien des déclarations de BHL et de Georges-Marc Benamou dans le magazine *Globe* en 1985 : "Bien sûr, nous sommes résolument cosmopolites. Bien sûr, tout ce qui est terroir, béret, bourrées, binious, bref franchouillard ou cocardier, nous est étranger, voire odieux. Et l'un des principaux mérites de l'Europe, à mes yeux, est de fonctionner comme une machine à refroidir cette passion nationale..." Ceux sont ces hommes-là que Nicolas Sarkozy a pris. L'un,

L'HYPOTHÈQUE DÉMOCRATIQUE

Il ne suffit pas de changer de discours pour effacer la réalité idéologique du Front National et de ses adhérents. Si l'absence d'antisémitisme dans les discours de Marine Le Pen est une réalité nonobstant quelques critiques virulentes envers Bernard-Henri Lévy²⁴, il n'en va pas de même pour les candidats du Front National moins avertis à ce qui peut ou non être dit. Comme le montrent les quelques exemples qui suivent, la banalisation du Front National n'est qu'une façade médiatique liée à Marine Le Pen. Diatribes antisémites, racistes ou homophobes, les candidats du FN nous ont offert un large éventail de discours fascisants. Lors des dernières élections départementales, les médias se sont faits l'écho de discours antisémites et racistes sur le blog ou la page Facebook de nombreux candidats du Front National.

**“ La banalisation du
Front National
n'est qu'une façade
médiatique ”**

Chantal Clamer candidate, aux élections départementales à Pamiers dans l'Ariège, twitte : « L'islam et les mahométans sont la nouvelle peste bubonique du XXI^e siècle. À combattre, à éliminer sans hésitation par tous les moyens possibles²⁵. » Élie Quisefit, candidate à Narbonne, écrivait sur Facebook en 2012 : « Il y a des battues contre les sangliers, contre les loups, contre les lynx, contre les ours... Et si on organisait plutôt des

battues contre les arabes, on sauverait peut-être la France²⁶. » L'homophobie n'est pas en reste. Jean-Marc Buccafurri écrit sur Twitter sous le pseudo @titifoso : « La pute a PD#LGBT soumise@ najatvb a l'éducation nationale est une provocation aux familles par ce GVT pourri !²⁷ ». Le même candidat a twitté ce texte : « Le GIGN a réussi là où l'éducation nationale a échoué. Ils ont réussi à mettre du plomb dans la tête d'un Arabe. C'est ça la formation accélérée. » Jean-Francis Étienne, candidat à Saint-Chély-d'Apcher en Lozère, écrivait, en janvier 2015, sur sa page Facebook : « Les juifs, à qui on peut reprocher bien des choses, mais certainement pas leur manque d'intelligence... à voir comment ils trustent les centres de recherche, la haute médecine, la finance et les médias, quittent l'hexagone comme ils ont quitté l'Allemagne en 36... pourquoi ? Ne détiendraient-ils pas des infos qu'on nous cache soigneusement ?²⁸ »

Racisme, antisémitisme, homophobie, appel au meurtre, théorie du complot, tout y est ! Les fondamentaux de l'extrême droite française sont présents dans les discours des candidats du FN.

La première réaction du Front National a été de répondre que la presse ne vérifiait pas auprès des autres candidats de tels discours. Inutile de dire qu'ils n'existaient pas. Seuls, les candidats du

BHL, comme muse, et l'autre Georges-Marc Benamou, en 2007, comme conseiller à la culture du Président de la République !! On ne pouvait faire geste plus symbolique !! »

Discours de Châteauroux du 26 février 2012 : « Cet héritage, nous le défendrons en dépit des injonctions haineuses des petits modernistes du quartier latin (tel Bernard-Henri Lévy stigmatisant dans un livre immonde "l'idéologie de la France", "cet indécrottable (je cite), cet indécrottable peuple français attaché à ses lopins de boue"(sic !). »

Front National ont exprimé une vision xénophobe et raciste. Certes, Marine Le Pen a condamné ces prises de position et a exclu les candidats les plus exposés. Mais cette attitude ne peut pas cacher que, sur le fond, le Front National reste constitué d'éléments d'extrême droite des plus virulents. C'est d'autant plus vrai, que les liens entre le Front National et des groupes de l'ultra droite, comme le bloc identitaire, persistent. On peut voir ainsi des candidats du Front National issus de ces groupes, notamment dans la région PACA. Même si Marine Le Pen veut transformer le FN en un parti d'extrême droite « présentable », à l'instar du PVV aux Pays-Bas,

force est de constater que l'histoire du Front National agit encore dans les esprits. Mais le problème démocratique

est plus vaste. Les réactions de certains élus du Front National face à l'exclusion de Jean-Marie Le Pen, lorsqu'il a réitéré sa diatribe sur le point de détail et sa défense de Pétain, ne sont pas toujours liées aux enjeux réels. Steeve Briois, par exemple, va davantage mettre en avant le problème qu'il rencontre avec des électeurs lorsque Jean-Marie Le Pen reprend son discours sur le « point de détail » que sur le fond idéologique, même s'il a condamné le propos. Ainsi, sur France Bleu Nord, le 6 mai 2015, Steeve Briois déclarait : « Ne rien faire aurait été la pire des solutions, ne rien faire, cela aurait été de nouvelles provocations dans trois

semaines, dans deux mois, dans quatre mois, avant la présidentielle. Moi, j'entendais les électeurs, dans la rue, nous dire : "Mais dis donc, il n'y a pas un problème avec le père encore !" Toutes les semaines, on se prenait en pleine figure la réaction des électeurs ou des militants parce que comment justifier, après tel ou tel dérapage, comment justifier que les chambres à gaz sont un point de détail, c'est injustifiable. » Disons que sa capacité d'indignation est assez faible au niveau des valeurs, et que son principal problème est que Jean-Marie Le Pen enraye la stratégie de sa fille. Steeve Briois sait que les déclarations antisémites du

“ Cette remise en cause de l'évidence républicaine en France ne peut pas être neutre politiquement. ”

père empêchent une victoire électorale à l'élection présidentielle de la fille. Visiblement, son principal problème est là. La médiatisation

de ses déclarations met l'accent sur le fait que Jean-Marie Le Pen va à l'encontre de la tactique de sa fille et non sur le fait que le négationnisme soit une opinion inacceptable et abjecte. Ses déclarations relativisent les condamnations des marinistes sur le fond.

Mais il existe d'autres déclarations plus ambiguës encore par rapport à la vision démocratique du Front National. Dans le numéro de la revue *Charles* paru le 24 juin 2015, Marion Maréchal-Le Pen déclare : « La France n'est pas que la République. C'est un régime politique, et il y a des monarchies qui sont plus démo-

25. *Le Parisien*, 23 février 2015.

26. *Ibidem*

27. *Le Huffington Post*, 3 mars 2015.

28. *Libération*, mars 2015, cartes des dérapages des candidats FN
<http://www.liberation.fr/apps/2015/03/carto-fn/#racisme>.

cratiques que certaines républiques. Je ne comprends pas cette obsession pour la République. Pour moi, la République ne prime pas sur la France. » Cette remise en cause indirecte de la légitimité républicaine dans notre pays est foncièrement réactionnaire lorsque l'on connaît l'histoire de France. C'est bien par le refus de la démocratisation de notre pays, par la monarchie, que nous sommes devenus une république contrairement à d'autres pays d'Europe. C'est bien la république qui nous a apporté la démocratie. Ne pas reconnaître cela c'est aller à l'encontre de la République. Cette remise en cause de l'évidence républicaine en France ne peut pas être neutre politiquement. Le mot « obsession » est péjoratif, associé au mot « république » avec un locuteur d'extrême droite portant le nom de Le Pen, c'est implicitement remettre en cause la légitimité républicaine et donc notre système démocratique. Marion Maréchal-Le Pen, à l'instar de son grand-père, joue sur les mots et leur association pour exprimer indirectement ses convictions.

Mais l'hypothèque démocratique que pose le FN est aussi liée à ce que dit Marine Le Pen. En effet, au fil de ses discours, elle égrène des propositions dans le cas où elle arriverait au pouvoir. Distillées une à une, elles n'ont pas été relevées par la presse, alors que regroupées, ces propositions font bien apparaître l'objectif de Marine Le Pen. On peut les classer en deux parties. La première partie regroupe celles qui sont de l'ordre de la démagogie, la seconde celles qui

relèvent réellement de l'extrême droite et qui pourraient remettre en cause nos libertés.

LES «Y'A QU'A, FAUT QU'ON »

Marine Le Pen, tout au long de ses discours, dresse des propositions peu politiques, mais qui relèvent soit du clientélisme, soit de l'angélisme.

Elle énonce ainsi un certain nombre d'affirmations qui engagent surtout ceux qui y croient. En effet, baisser la TIPP, refixer les prix du gaz et de l'électricité, créer un tarif unique pour l'accès à Internet sont autant de solutions directes pour alléger les dépenses des ménages. La question que cela soit ou non réalisable ne se pose pas, c'est surtout un discours populiste pour attirer un électorat précis. À Bompas, en 2011, elle veut baisser la TIPP : « Ce problème doit pourtant être pris à bras-le-corps : baisse immédiate de la TIPP qui représente 60 pour cent du prix à la pompe, baisse de recettes compensées par une surtaxation des profits des grandes compagnies pétrolières et gazières. » À Rouen, elle déclare : « L'État fixera les tarifs des grands services publics nationaux : électricité, gaz, transports. Il y a eu beaucoup trop de dérives ces dernières années, au détriment des plus modestes, des classes moyennes et des personnes âgées. » Dans cette même ville, elle veut également unifier le prix de l'Internet : « J'exigerai des opérateurs Inter-

net qu'ils couvrent 100 % du territoire français, au même prix partout ! J'aime trop la liberté que procure Internet pour en priver des centaines de milliers de Français ! » Et, plus globalement, elle veut repartir « à la reconquête des services publics ». Elle pense aussi aux automobilistes, qui représentent pour elle un nombre d'électeurs très important : « Qu'on laisse un peu tranquille l'automobiliste : vous le savez je suis favorable à la suppression du permis à points et à la fin du tout-radar. Qu'on s'attache plutôt aux vraies causes de l'insécurité routière, comme la conduite sous l'emprise de la drogue. »

Marine Le Pen propose parfois – naïvement ? – que chacun puisse trouver un travail près de chez soi, comme si les contraintes n'existaient pas. Mais attention, pas n'importe quel travail ! C'est d'un travail de rêve qu'il s'agit. À Merdrignac, en 2012, elle déclare : « Je veux donner à ceux qui le souhaitent la possibilité de trouver un emploi dans la région où ils ont grandi, la possibilité d'exercer le métier dont ils rêvent depuis qu'ils sont gosses. » Moins idéaliste, mais plus bucolique, elle propose aussi d'arriver à un équilibre entre respect de la nature et ré-industrialisation. Pour surmonter cette contradiction, elle argumente en précisant qu'il s'agira de petites industries, dégageant une pollution également réduite – ce que rien ne prouve. Et pour parvenir à réimplanter ces petites industries, qui ont fait faillite ces dernières années, elle recourt

à la notion de « protectionnisme intelligent », dans son discours à Rouen en 2012 : « Aujourd'hui encore, il convient de trouver un équilibre entre le respect de la nature et le nécessaire desserrement des métropoles. La ré-industrialisation de la France que je propose, par la mise en place d'un protectionnisme intelligent, implique la création de nombreuses petites et moyennes entreprises. »

L'ATTEINTE AUX LIBERTÉS

Mais au-delà de cette rhétorique populiste, un certain nombre de propositions de Marine Le Pen renvoie bien à la culture traditionnelle du Front National. À écouter certaines de ses propositions, on s'aperçoit que l'hypothèque démocratique reste d'actualité avec Marine Le Pen. Si elle l'exprime parfois différemment de son père, celui-ci peut se reconnaître dans son discours.

Les enjeux sont d'importance : ce sont tous les contre-pouvoirs que Marine Le Pen veut neutraliser si elle accède au pouvoir. Elle remet d'abord en cause la légitimité de l'Assemblée nationale, comme à Marseille en 2013 : « Ainsi, l'Assemblée nationale, dont je respecte totalement la légitimité, à condition qu'elle soit élue au scrutin proportionnel et que la France soit souveraine, doit exercer son pouvoir législatif et contrôler l'action du gouvernement. » Soulignons le respect de la légitimité qu'elle conditionne à la proportionnelle. Cela sup-

pose qu'une Assemblée nationale élue au suffrage majoritaire – comme c'est le cas aujourd'hui – ne serait pas légitime. Marine Le Pen prévoit en effet que sans vote à la proportionnelle, elle ne pourra pas obtenir de majorité ; aussi délègue-t-elle dès maintenant l'Assemblée qui l'en priverait. Le Sénat n'est pas épargné. Il exerce une influence et donc un véritable contre-pouvoir au cours de l'élaboration de la loi. Cela semble trop pour Marine Le Pen, qui propose la disparition du Sénat dont elle ne perçoit pas l'utilité, jugeant même qu'il retarde le processus législatif. À Marseille, elle déclare : « Mais je ne peux comprendre aujourd'hui que le Sénat vienne considérablement ralentir le rythme du vote des lois, pour une valeur ajoutée très discutable et un coût très élevé. Le débat doit s'ouvrir sur le maintien ou la suppression de cette chambre, tant il est vrai qu'en ces temps difficiles, tout ce qui n'est pas utile est inutile. »

Une fois qu'elle contrôlera le Parlement, il s'agira de s'occuper des syndicats. Très critique envers eux, Marine Le Pen remet en cause leur représentativité et leur mode de fonctionnement et propose de créer de nouveaux syndicats en oubliant qu'en démocratie, il ne revient pas à l'État d'intervenir sur ces sujets. À Rouen en 2012, elle précise ses intentions : « Il faudra revoir totalement l'organisation du paysage syndical français, parce que

la prise en otage des travailleurs par des officines qui ne représentent plus personne, qui utilisent des méthodes violentes, n'est plus tolérable. Il faudra oxygéner le syndicalisme français, pour voir émerger des syndicats puissants, libres, enfin représentatifs et donc légitimes et protecteurs. »

Dernier contre-pouvoir qu'il lui faut maîtriser : la presse, bien évidemment. Prétextant que les grands médias sont aux mains de groupes financiers, oubliant

“ Elle ne tolérera pas une parole publique trop critique au nom de l'expression de la volonté du peuple. ”

qu'un média est avant tout une entreprise, oubliant que certains relèvent du service public,

Marine Le Pen critique

le système actuel. Le 1^{er} mai 2012, elle déclare : « Peut-on encore parler de véritable liberté de la presse écrite, radiophonique ou audiovisuelle, quand celle-ci tombe aux mains de grands groupes financiers ou industriels ? La vraie question se pose : la presse peut-elle être vraiment libre sans être indépendante ? » Mais le tout est de savoir quelle solution elle propose, car le changement de propriétaires des médias ou leur étatisation ne constituent pas des gages en faveur de la liberté de la presse. Visiblement soucieuse de contrôler d'une manière ou d'une autre les « institutions » démocratiques, il lui reste un dernier élément à maîtriser : la rue. Sur ce sujet, les futurs opposants à Marine Le Pen sont prévenus : elle ne tolérera pas une parole publique trop critique

au nom de l'expression de la volonté du peuple lors des élections qui l'auront installée au pouvoir. À Marseille, elle déclare : « Alors, oui, je serai dure avec certaines revendications illégitimes, et je ne succomberai pas à la démagogie, qui serait de vouloir faire plaisir à ceux qui s'opposent à la voie choisie par le peuple français, à ceux qui revendiquent le plus haut, à ceux qui parlent le plus fort ». Qu'est-ce qu'une revendication illégitime, qu'est-ce qu'une revendication portée de manière « trop haute », qu'est-ce qu'en démocratie, parler « trop fort » ? Cette vision subjective de Marine Le Pen permet toutes les répressions au nom du peuple. Concrètement, un thème abordé lors de l'élection présidentielle ne pourrait plus faire l'objet de manifestations au prétexte qu'il aura été approuvé démocratiquement par les Français. Cela signifie que les manifestations contre la réforme de retraites sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy ou les manifestations contre le mariage pour tous sous celui de François Hollande ne seraient plus possibles. Pour contrecarrer ce manquement démocratique majeur, Marine Le Pen veut faire appel au référendum. Présentée comme un acte de participation citoyenne – alors même que l'on connaît l'usage que la France en a fait –, cette pratique est loin d'être démocratique. Lors du discours de Tours en 2011, au congrès d'investiture, Marine Le Pen déclare : « La démocratie directe est la meilleure forme de gouvernement surtout parce qu'elle est celle qui permet d'associer les citoyens, les membres

d'une même communauté à la décision, à la participation en toute souveraineté et que c'est cette participation qui est garante de la responsabilité civique et du lien collectif ».

In fine, le problème démocratique que pose Marine Le Pen dans ses discours est réel car le contrôle des contre-pouvoirs, de la presse et le fait de porter atteinte au droit de manifester constituent une attaque frontale à l'essence même des libertés publiques. La préférence nationale qu'elle réaffirme²⁹ comme son père et qui n'est pas constitutionnelle, n'est pas le seul problème démocratique, il en existe bien d'autres.

LES BOÎTES NOIRES DE MARINE LE PEN : LES FERMENTS D'UNE POLITIQUE AUTORITAIRE

Dans les discours de Marine Pen, il existe une sorte de boîte noire, un non-dit relatif aux jeunes issus de l'immigration, nés en France et donc Français. Mais Marine Le Pen ne les considère pas totalement comme des Français à part entière. Elle dénonce ces jeunes comme fauteurs de troubles, de violences et elle promet que si elle arrive au pouvoir, elle luttera contre ces phénomènes de violences urbaines, violence qu'elle attribue à « l'immigration massive et sauvage ».

À Metz, en 2012, elle déclare : « Et comment peut-on aimer la France quand

29. Discours de Marseille en 2013 « Je demande que les prestations familiales soient réservées aux Français, quelle que soit leur religion ou leur absence de religion, quelles que soient leurs origines ethniques ou la couleur de leur peau, mais aux seuls Français, aux seuls qui ont la nationalité française ! Je demande que les emplois, en ces temps de chômage, soient accordés en priorité aux Français. Et ma conception est la même pour les logements sociaux, au nom d'une saine justice ».

on laisse ses filles et ses fils brutalisés par une violence de plus en plus radicale, une délinquance de plus en plus sauvage, qui tue nos enfants, et maintenant régulièrement les fonctionnaires en charge de notre sécurité, nos policiers et nos gendarmes ?... Cette violence, l'immigration de masse vient constamment la nourrir. » Elle poursuit en dénonçant les jeunes de banlieue, en les dépossédant de leur nationalité française en raison de leurs agissements : « Je m'indigne de voir que les seuls "jeunes" sur qui se portent sont systématiquement, et je mets volontairement des guillemets autour de "jeunes" pour qualifier ces individus, des voyous et des sauvageons de banlieue ? Non la jeunesse de France ce n'est pas cela. La jeunesse française ne se résume pas aux hordes de barbares qui polluent nos cités, profitent de l'argent public dilapidé dans une soi-disant "politique de la ville" et passent leur temps à brutaliser les autres. »

Ce discours sous-entend que, sans l'immigration et sans ces jeunes issus de l'immigration, la France irait mieux. Le problème, si on va au-delà de ces affirmations somme toute gratuites, est de comprendre ce que cela veut dire sur le fond ? On ne peut pas empêcher toute immigration clandestine sans mettre des barbelés tout autour de nos frontières. Et surtout que faire de ces jeunes Français qui ne correspondent pas à la représenta-

tion frontiste du « bon français » ? Dans ses discours, Marine Le Pen n'explique jamais comment elle compte faire pour appliquer sa politique. Elle se contente de dénoncer la situation à l'aide d'arguments idéologiques, remettant en cause des droits de l'homme et de la solidarité : « Sous prétexte de liberté et de droits de l'Homme, elle a contribué à assimiler toute réaction face à la violence, au pillage, à ce qu'elle nomme pudiquement les incivilités mais dont vous payez l'addition. Par utopie internationaliste, elle

**“ Marine Le Pen n'explique
jamais comment
elle compte faire pour
appliquer sa politique. ”**

a en toutes circonstances promu l'immigration massive, incontrôlée, dérégulée, vous demandant à vous de payer leur

générosité toujours et encore et de faire de la place dans vos quartiers, dans vos villes, pour ces millions de miséreux attirés par l'espoir fou de profiter d'une part du gâteau qui, déjà, ne vous nourrissait plus (Metz, 2012). »

Effectivement, si elle n'explique pas ce qu'elle veut faire, c'est tout simplement parce que pour y parvenir, elle mettrait la France dans une situation insoutenable. Fermer les frontières implique le non-respect des accords internationaux. Les autres pays agiront de même à notre égard, faisant implorer l'Union européenne au passage. Car aujourd'hui, face à la mondialisation, aux interdépendances économiques, aucun pays ne peut se permettre de choisir le retour à l'autarcie. L'exemple de la Grèce et de sa

tentative d'instaurer une politique d'extrême gauche le démontre bien.

Plus grave encore, Marine Le Pen n'arrivera sans doute pas à restaurer le calme promis dans les banlieues. Pour quelle raison objective les problèmes structurels sociaux ou éducatifs disparaîtraient-ils d'un coup de baguette magique ? Il faudrait mettre en place un État policier, ce qui conduirait petit à petit à une autre impasse. Car que faire de ces jeunes ? Il est impossible de les expulser : ils sont nés en France et n'ont pas d'autre nationalité. Les mettre tous en prison ? Impossible, ils sont trop nombreux. Face à ce dilemme, une logique de ghettoïsation, entraînant un mécanisme éliminationniste, pourrait se mettre en place. Marine Le Pen aborde peu ce sujet. C'est surtout lors de sa déclaration de candidature à la présidentielle de 2012 qu'elle a développé ces thèmes. « On me dit farouchement anti-immigration. C'est vrai. On ose me dire xénophobe ou raciste. Rien ne peut plus aller à contresens de la vérité de ma vie. Je le dis simplement, je refuse totalement les immigrés qui ne veulent pas reconnaître l'autorité du droit et de la culture française. » Il est vrai que cela entre en complète contradiction avec sa volonté de banalisation. Mais en politique, c'est le discours qui prime, et les dires prennent toujours date politiquement.

Une autre ambiguïté de Marine Le Pen tient dans sa posture à l'égard du naturalisme politique, exprimé par son père, c'est-à-dire sa vision biologique des sociétés humaines. L'exclusion de Jean-Marie Le Pen du FN a pour source ses déclarations négationnistes. Pour autant, il doit être souligné que ces dernières ne sont pas nouvelles, loin s'en faut. Tous ceux qui, aujourd'hui s'insurgent, ont adhéré au Front National en parfaite connaissance de cause. L'idéologie naturaliste de Jean-Marie Le Pen, son négationnisme, ne les ont pas empêchés de s'engager. On peut donc douter aujourd'hui de la sincérité de cette indignation collective. Est-ce un véritable revirement idéologique ou, tout simplement, une nouvelle approche opportuniste de la société française, qui intègre qu'un tel discours devient impossible lorsque l'on revendique le pouvoir ? Dans son discours, Marine Le Pen n'exprime pas de référents en lien avec une vision naturaliste de la société, et se distingue ainsi de son père. Pour autant, cette notion n'est pas complètement absente. L'a-t-elle supprimée par conviction ou par tactique, c'est toute l'ambiguïté de Marine Le Pen.

Les deux *verbatim* qui suivent, prouvent la duplicité et le danger potentiel de la situation actuelle. Ils se passent de commentaire.

« Oui, parce que nous sommes des créatures vivantes. Parce que nous faisons parti de la nature, nous obéissons à ses lois. Les grandes lois des espèces gouvernent aussi les hommes malgré leur intelligence et parfois leur vanité. Si nous violons ces lois naturelles, la nature ne tardera pas à prendre sa revanche sur nous. Nous avons besoin de sécurité. Et pour cela nous avons besoin, comme les animaux, d'un territoire qui nous l'assure. »

Jean-Marie Le Pen, 1991

« Pour naturaliser français, il faut une nature française, une terre française, des paysages, une lumière, un air français ; on ne naturalisera jamais dans une morne grisaille de béton et de bitume, on ne naturalisera d'ailleurs aucun jeune Français, même si ses parents sont Français depuis des générations, sans qu'il ne se reconnaisse une terre, une souche, des racines ».

Marine Le Pen, 2012

CONCLUSION

Ces pages posent *in fine* une question : sommes-nous en présence d'une tactique dénuée de tout fondement idéologique de la part du Front National, ou s'agit-il d'une véritable modernisation et, surtout, d'une démocratisation de ce dernier ?

Au regard de notre étude, il semble évident, qu'une fois l'antisémitisme écarté du discours de Marine Le Pen, tous les ingrédients de l'extrême droite traditionnelle française soient en place : les notions de déclin et d'âge d'or perdu sont omniprésentes dans les discours du Front National.

Un nationalisme débridé porté par la « préférence nationale », une xénophobie omniprésente, une critique plus que forte de l'immigration et, enfin, un rejet de tout ce qui peut constituer une ouverture au monde avec la volonté de faire disparaître l'Union européenne et de quitter la zone euro, prouvent que Marine Le Pen et le Front National demeurent bien dans la tradition de l'extrême droite française, au-delà de leur volonté de se « dédiaboliser » et de se normaliser.

Cette aspiration à la normalisation est, sans doute, le point d'achoppement entre Jean-Marie Le Pen et sa fille. Pour autant, cela ne veut pas dire que cela change réellement le système idéologique du Front National. Beaucoup se laissent duper par la nouvelle posture et le nouveau langage qu'utilise Marine Le Pen. L'accueil que cette dernière reçoit dans les médias et, au-delà, les soutiens implicites, voire explicites, existent bel et bien aujourd'hui en faveur du Front National. Pour preuve, les récents propos de Maïtena Biraben, présentatrice du Grand Journal sur Canal Plus, prétendant que le Front National tient « un discours de vérités »³⁰.

En réalité, certains offrent à bon compte à Marine Le Pen un « tampon » de respectabilité alors que, sur le fond, comme nous l'avons démontré, il existe une véritable hypothèque démocratique. En effet, au-delà de la logique dogmatique du Front National, le système répressif exposé dans les discours de Marine Le Pen, sa volonté de contrôler tous les contre-pouvoirs possibles (Sénat, syndicat, presse, droit de manifester) ne sont pas rassurants pour le devenir de notre démocratie.

³⁰. Le Grand Journal, Canal Plus, le 24 septembre 2015.

Enfin, le FN n'est pas un parti comme les autres, ne serait-ce que par l'histoire de sa création et par les idées qu'il véhicule. En étudiant les discours de Marine Le Pen, nous sommes bien incapables de savoir si ses convictions nouvelles sont purement tactiques ou pas. Un aspect perdure : la vision d'une société construite sur des ressorts biologiques. Systématiquement, lorsque la fille affronte le père, elle utilise

des métaphores biologiques, comme pour distiller des messages rassurants à sa base militante. C'est ainsi que nous avons pu voir réapparaître récemment l'expression « métastase » associée à l'immigration ou à la sécurité. Cet opportunisme récurrent nous fait dire que le Front National n'a pas changé et qu'il demeure un danger pour notre démocratie.

NOTES DU LECTEUR

LES ÉTUDES DU CRIF

Imprimé en novembre 2015 / ISSN 1762-360 X

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Marc Knobel

COMITÉ ÉDITORIAL

Jean-Pierre Allali

Georges Bensoussan

Yves Chevalier

Roger Cukierman

Patrick Desbois

Robert Ejnes

Antoine Guggenheim

Mireille Hadas-Lebel

Francis Kalifat

Serge Klarsfeld

Joël Kotek

Éric Marty

Jean-Philippe Moinet

Richard Prasquier

Dominique Reynié

Michaël de Saint-Chéron

Georges-Elia Sarfati

Pierre-André Taguieff

Jacques Tarnéro

Yves TERNON

CONCEPTION & ICÔNOGRAPHIE

Carta Impression

CONSEILLER JURIDIQUE

Maître Pascal Markowicz

COORDINATION

Yoar Level

CORRECTRICE

Pauline de Ayala

IMPRESSION

ICL

EN PARTENARIAT AVEC

Le Collège des Bernardins

Fondation pour l'Innovation Politique - Fondapol

Le Cercle de la Licra - Réfléchir les droits de l'Homme

La revue civique

«Vidal Sassoon International Center for the Study of Antisemitism» de l'Université hébraïque de Jérusalem

ET AVEC LE SOUTIEN DE

• ***La Fondation pour la Mémoire de la Shoah***

Crif

Conseil Représentatif
des Institutions Juives de France

POUR TOUTE CORRESPONDANCE

39 rue Broca 75005 Paris

site web : www.crif.org

email : infocrif@crif.org

Retrouvez les derniers numéros des **ETUDES DU CRIF** au format PDF
sur www.crif.org en cliquant sur "Etudes du Crif".

Novembre 2015

Prix : 10 €